

Rapport financier consolidé

Exercice terminé le 31 décembre 2024

Table des matières

États financiers consolidés audités

| | |
|---|----|
| Rapport de l'auditeur indépendant ou des auditeurs indépendants | 1 |
| État consolidé des résultats | 4 |
| État consolidé de la situation financière | 5 |
| État consolidé de la variation des actifs financiers nets (de la dette nette) | 6 |
| État consolidé des flux de trésorerie | 7 |
| Notes complémentaires aux états financiers consolidés | 8 |
| Renseignements complémentaires consolidés | |
| Informations sectorielles consolidées | |
| Résultats détaillés par organismes | 29 |
| Excédent (déficit) de fonctionnement à des fins fiscales par organismes | 30 |
| Excédent (déficit) d'investissement à des fins fiscales par organismes | 31 |
| Situation financière par organismes | 32 |
| Charges par objets | 33 |
| Excédent (déficit) accumulé | 34 |
| Avantages sociaux futurs | 38 |

Renseignements financiers consolidés non audités

| | |
|---------------------------------|----|
| Analyse des revenus consolidés | 48 |
| Analyse des charges consolidées | 60 |

RAPPORT DE L'AUDITEUR INDÉPENDANT

Aux membres du conseil municipal de
Ville de Sorel-Tracy

Opinion

Nous avons effectué l'audit des états financiers consolidés (ci-après les « états financiers ») de la Ville de Sorel-Tracy (ci-après « la Ville »), qui comprennent l'état de la situation financière au 31 décembre 2024 et l'état des résultats, l'état de la variation des actifs financiers nets (de la dette nette) et l'état des flux de trésorerie pour l'exercice terminé à cette date, ainsi que les notes complémentaires, y compris le résumé des principales méthodes comptables, et les autres renseignements complémentaires.

À notre avis, les états financiers ci-joints donnent, dans tous leurs aspects significatifs, une image fidèle de la situation financière de la Ville au 31 décembre 2024 ainsi ainsi que des résultats de ses activités, de ses gains et pertes de réévaluation, de la variation de ses actifs financiers nets (de sa dette nette) et de ses flux de trésorerie pour l'exercice terminé à cette date, conformément aux Normes comptables canadiennes pour le secteur public.

Fondement de l'opinion

Nous avons effectué notre audit conformément aux normes d'audit généralement reconnues du Canada. Les responsabilités qui nous incombent en vertu de ces normes sont plus amplement décrites dans la section « Responsabilités de l'auditeur à l'égard de l'audit des états financiers » du présent rapport. Nous sommes indépendants de la Ville conformément aux règles de déontologie qui s'appliquent à notre audit des états financiers au Canada et nous nous sommes acquittés des autres responsabilités déontologiques qui nous incombent selon ces règles. Nous estimons que les éléments probants que nous avons obtenus sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion.

Observation - informations financières établies à des fins fiscales

Nous attirons l'attention sur le fait que la Ville inclut dans ses états financiers certaines informations financières qui ne sont pas exigées selon les Normes comptables canadiennes pour le secteur public. Ces informations, établies conformément au modèle prescrit par le ministère des Affaires municipales et de l'Habitation (MAMH) et présentées aux pages S13, S14, S15 et S23, portent sur l'établissement de l'excédent (du déficit) de l'exercice et sur la ventilation de l'excédent (du déficit) accumulé à des fins fiscales. Notre opinion n'est pas modifiée à l'égard de ce point.

Responsabilités de la direction et des responsables de la gouvernance à l'égard des états financiers

La direction est responsable de la préparation et de la présentation fidèle des états financiers conformément aux Normes comptables canadiennes pour le secteur public, ainsi que du contrôle interne qu'elle considère comme nécessaire pour permettre la préparation d'états financiers exempts d'anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs.

Lors de la préparation des états financiers, c'est à la direction qu'il incombe d'évaluer la capacité de la Ville à poursuivre ses activités, de communiquer, le cas échéant, les questions relatives à la continuité de l'exploitation et d'appliquer le principe comptable de continuité d'exploitation, sauf si la direction a l'intention de liquider la Ville ou de cesser son activité, ou si aucune autre solution réaliste ne s'offre à elle.

Il incombe aux responsables de la gouvernance de surveiller le processus d'information financière de la Ville.

RAPPORT DE L'AUDITEUR INDÉPENDANT

Responsabilités de l'auditeur à l'égard de l'audit des états financiers

Nos objectifs sont d'obtenir l'assurance raisonnable que les états financiers pris dans leur ensemble sont exempts d'anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs, et de délivrer un rapport de l'auditeur contenant notre opinion. L'assurance raisonnable correspond à un niveau élevé d'assurance, qui ne garantit toutefois pas qu'un audit réalisé conformément aux normes d'audit généralement reconnues du Canada permettra toujours de détecter toute anomalie significative qui pourrait exister. Les anomalies peuvent résulter de fraudes ou d'erreurs et elles sont considérées comme significatives lorsqu'il est raisonnable de s'attendre à ce qu'elles, individuellement ou collectivement, puissent influencer sur les décisions économiques que les utilisateurs des états financiers prennent en se fondant sur ceux-ci.

Dans le cadre d'un audit réalisé conformément aux normes d'audit généralement reconnues du Canada, nous exerçons notre jugement professionnel et faisons preuve d'esprit critique tout au long de cet audit. En outre :

- nous identifions et évaluons les risques que les états financiers comportent des anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs, concevons et mettons en oeuvre des procédures d'audit en réponse à ces risques, et réunissons des éléments probants suffisants et appropriés pour fonder notre opinion. Le risque de non-détection d'une anomalie significative résultant d'une fraude est plus élevé que celui d'une anomalie significative résultant d'une erreur, car la fraude peut impliquer la collusion, la falsification, les omissions volontaires, les fausses déclarations ou le contournement du contrôle interne;
- nous acquérons une compréhension des éléments du contrôle interne pertinents pour l'audit afin de concevoir des procédures d'audit appropriées aux circonstances, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne de la Ville;
- nous apprécions le caractère approprié des méthodes comptables retenues et le caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, de même que des informations y afférentes fournies par cette dernière;
- nous tirons une conclusion quant au caractère approprié de l'utilisation par la direction du principe comptable de continuité d'exploitation et, selon les éléments probants obtenus, quant à l'existence ou non d'une incertitude significative liée à des événements ou situations susceptibles de jeter un doute important sur la capacité de la Ville à poursuivre ses activités. Si nous concluons à l'existence d'une incertitude significative, nous sommes tenus d'attirer l'attention des lecteurs de notre rapport sur les informations fournies dans les états financiers au sujet de cette incertitude ou, si ces informations ne sont pas adéquates, d'exprimer une opinion modifiée. Nos conclusions s'appuient sur les éléments probants obtenus jusqu'à la date de notre rapport. Des événements ou situations futurs pourraient par ailleurs amener la Ville à cesser ses activités;
- nous évaluons la présentation d'ensemble, la structure et le contenu des états financiers, y compris les informations fournies dans les notes, et apprécions si les états financiers représentent les opérations et événements sous-jacents d'une manière propre à donner une image fidèle;

RAPPORT DE L'AUDITEUR INDÉPENDANT

- nous planifions et réalisons l'audit du groupe afin d'obtenir des éléments probants suffisants et appropriés concernant les informations financières des entités ou des unités du groupe pour servir de fondement à la formation d'une opinion sur les états financiers du groupe. Nous sommes responsables de la direction, de la supervision et de la revue des travaux d'audit effectués pour les besoins de l'audit du groupe, et assumons l'entière responsabilité de notre opinion d'audit.

Nous communiquons aux responsables de la gouvernance notamment l'étendue et le calendrier prévus des travaux d'audit et nos constatations importantes, y compris toute déficience importante du contrôle interne que nous aurions relevée au cours de notre audit.

RAYMOND CHABOT GRANT THORNTON S.E.N.C.R.L.
Granby (Québec), 27 mai 2025
CPA auditeur, permis de comptabilité publique no A125850

ÉTAT CONSOLIDÉ DES RÉSULTATS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024

| | | Budget | Réalizations | |
|--|----|------------|--------------|--------------------------|
| | | 2024 | 2024 | 2023 Redressé note 24 |
| Revenus | | | | |
| Taxes | 1 | 56 685 940 | 56 771 810 | 54 812 058 |
| Compensations tenant lieu de taxes | 2 | 4 788 070 | 4 785 672 | 4 852 988 |
| Quotes-parts | 3 | (7 735) | (13 075) | (391) |
| Transferts | 4 | 11 384 170 | 17 614 077 | 7 615 619 |
| Services rendus | 5 | 7 152 810 | 7 923 989 | 7 254 809 |
| Imposition de droits | 6 | 2 208 250 | 3 548 007 | 2 946 922 |
| Amendes et pénalités | 7 | 1 042 000 | 1 059 574 | 1 242 544 |
| Revenus de placements de portefeuille | 8 | 331 850 | 1 445 624 | 1 004 230 |
| Autres revenus d'intérêts | 9 | 152 313 | 184 912 | 289 200 |
| Autres revenus | 10 | 1 071 565 | 6 708 750 | 1 463 162 |
| Quote-part dans les résultats nets d'entreprises municipales et de partenariats commerciaux | 11 | | | |
| Effet net des opérations de restructuration | 12 | | | |
| | 13 | 84 809 233 | 100 029 340 | 81 481 141 |
| Charges | | | | |
| Administration générale | 14 | 9 470 260 | 8 769 373 | 8 026 627 |
| Sécurité publique | 15 | 13 786 530 | 13 741 489 | 13 538 974 |
| Transport | 16 | 13 894 210 | 13 105 504 | 13 714 897 |
| Hygiène du milieu | 17 | 15 929 756 | 16 092 468 | 13 670 607 |
| Santé et bien-être | 18 | 250 810 | 180 161 | 968 190 |
| Aménagement, urbanisme et développement | 19 | 3 249 320 | 20 446 941 | 2 811 363 |
| Loisirs et culture | 20 | 19 443 150 | 19 279 655 | 17 317 601 |
| Réseau d'électricité | 21 | | | |
| Frais de financement | 22 | 2 215 643 | 2 244 909 | 1 813 560 |
| Effet net des opérations de restructuration | 23 | | | |
| | 24 | 78 239 679 | 93 860 500 | 71 861 819 |
| Excédent (déficit) lié aux activités | 25 | 6 569 554 | 6 168 840 | 9 619 322 |
| Excédent (déficit) accumulé lié aux activités, au début de l'exercice | | | | |
| Solde déjà établi | 26 | | 164 424 411 | 154 610 563 |
| Redressement aux exercices antérieurs (note 24) | 27 | | (194 526) | |
| Solde redressé | 28 | | 164 229 885 | 154 610 563 |
| Excédent (déficit) accumulé lié aux activités, à la fin de l'exercice | 29 | | 170 398 725 | 164 229 885 |

Les notes et les renseignements complémentaires font partie intégrante des états financiers consolidés.

Pour l'excédent (déficit) de fonctionnement de l'exercice à des fins fiscales, se référer aux renseignements complémentaires à la page S13.

ÉTAT CONSOLIDÉ DE LA SITUATION FINANCIÈRE
AU 31 DÉCEMBRE 2024

| | | 2024 | 2023 Redressé note 24 |
|---|----|--------------|--------------------------|
| ACTIFS FINANCIERS | | | |
| Trésorerie et équivalents de trésorerie (note 4) | 1 | 2 122 501 | 24 101 233 |
| Débiteurs (note 5) | 2 | 28 353 107 | 24 479 411 |
| Prêts (note 6) | 3 | | |
| Placements de portefeuille (note 7) | 4 | 451 638 | 836 637 |
| Participations dans des entreprises municipales et des partenariats commerciaux | 5 | | |
| Actif au titre des avantages sociaux futurs (note 13) | 6 | | |
| Autres actifs financiers (note 8) | 7 | 4 366 500 | |
| | 8 | 35 293 746 | 49 417 281 |
| PASSIFS | | | |
| Insuffisance de trésorerie et d'équivalents de trésorerie (note 4) | 9 | | |
| Emprunts temporaires (note 9) | 10 | 4 648 051 | |
| Créditeurs et charges à payer (note 10) | 11 | 19 869 092 | 14 756 954 |
| Revenus reportés (note 11) | 12 | 723 009 | 11 138 831 |
| Dettes à long terme (note 12) | 13 | 65 076 780 | 59 760 739 |
| Passif au titre des avantages sociaux futurs (note 13) | 14 | 394 762 | 1 244 842 |
| Autres passifs (note 14) | 15 | 2 391 007 | 2 282 853 |
| | 16 | 93 102 701 | 89 184 219 |
| ACTIFS FINANCIERS NETS (DETTE NETTE) | 17 | (57 808 955) | (39 766 938) |
| ACTIFS NON FINANCIERS | | | |
| Immobilisations corporelles (note 15) | 18 | 220 384 362 | 198 926 846 |
| Propriétés destinées à la revente (note 16) | 19 | 6 299 866 | 3 723 240 |
| Stocks de fournitures | 20 | 585 804 | 613 515 |
| Actifs incorporels achetés (note 17) | 21 | | |
| Autres actifs non financiers (note 18) | 22 | 937 648 | 733 222 |
| | 23 | 228 207 680 | 203 996 823 |
| EXCÉDENT (DÉFICIT) ACCUMULÉ | 24 | 170 398 725 | 164 229 885 |
| L'excédent (déficit) accumulé est constitué des éléments suivants : | | | |
| Excédent (déficit) accumulé lié aux activités | 25 | 170 398 725 | 164 229 885 |
| Gains (pertes) de réévaluation cumulés | 26 | | |
| | 27 | 170 398 725 | 164 229 885 |

Obligations contractuelles (note 19)

Droits contractuels (note 20)

Passifs éventuels (note 21)

Actifs éventuels (note 22)

Voir les notes afférentes aux états financiers consolidés, lesquelles avec les renseignements complémentaires font partie intégrante des états financiers consolidés.

ÉTAT CONSOLIDÉ DE LA VARIATION DES ACTIFS FINANCIERS NETS (DE LA DETTE NETTE)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024

| | | Budget | Réalisations | |
|--|-----|---------------|---------------------|---------------------------------|
| | | 2024 | 2024 | 2023 Redressé note 24 |
| Excédent (déficit) lié aux activités | 1 | 6 569 554 | 6 168 840 | 9 619 322 |
| Variation des immobilisations corporelles | | | | |
| Acquisition | 2 (|) | 31 632 076) | 26 814 563) |
| Produit de cession | 3 | | 90 444 | 51 917 |
| Amortissement | 4 | | 9 880 366 | 8 880 307 |
| (Gain) perte sur cession | 5 | | 203 750 | (35 683) |
| Réduction de valeur / Reclassement | 6 | | | |
| Transfert dans le cadre d'opérations de restructuration | 7 | | | |
| | 8 | | (21 457 516) | (17 918 022) |
| Variation des propriétés destinées à la revente | 9 | | (2 576 626) | |
| Variation des stocks de fournitures | 10 | | 27 711 | (22 054) |
| Variation des actifs incorporels achetés | 11 | | | |
| Variation des autres actifs non financiers | 12 | | (204 426) | (184 629) |
| | 13 | | (2 753 341) | (206 683) |
| Gains (pertes) de réévaluation nets de l'exercice | 14 | | | |
| Révision d'estimations comptables et autres ajustements | 15 | | | |
| Variation des actifs financiers nets (ou de la dette nette) | 16 | 6 569 554 | (18 042 017) | (8 505 383) |
| Actifs financiers nets (dette nette) au début de l'exercice | | | | |
| Solde déjà établi | 17 | | (37 536 961) | (31 261 555) |
| Redressement aux exercices antérieurs (note 24) | 18 | | (2 229 977) | |
| Reclassement de propriétés destinées à la revente | 19 | | | |
| Solde redressé | 20 | | (39 766 938) | (31 261 555) |
| Actifs financiers nets (dette nette) à la fin de l'exercice | 21 | | (57 808 955) | (39 766 938) |

Les notes et les renseignements complémentaires font partie intégrante des états financiers consolidés.

L'état consolidé des gains et pertes de réévaluation n'est pas présenté, car l'organisme ne détient aucun instrument financier évalué à la juste valeur ou découlant d'une opération en devises pour lequel aucun choix n'a été effectué en vertu du paragraphe .19A du chapitre SP 2601 - *Conversion des devises*.

ÉTAT CONSOLIDÉ DES FLUX DE TRÉSORERIE
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024

| | | 2024 | 2023 |
|---|------|--------------|--------------|
| Activités de fonctionnement | | | |
| Excédent (déficit) de l'exercice | 1 | 6 168 840 | 9 619 322 |
| Éléments sans effet sur la trésorerie | | | |
| Amortissement des immobilisations corporelles (note 15) | 2 | 9 880 366 | 8 880 307 |
| Autres | | | |
| ▪ (Gain) perte cession / reclass | 3.1 | 203 750 | (35 683) |
| ▪ Réduction valeur - placement | 3.2 | 107 418 | 31 118 |
| | 4 | 16 360 374 | 18 495 064 |
| Variation nette des éléments hors caisse | | | |
| Débiteurs | 5 | (3 873 696) | 4 754 637 |
| Autres actifs financiers | 6 | (4 366 500) | |
| Créditeurs et charges à payer / Autres passifs | 7 | 3 149 528 | (519 218) |
| Revenus reportés | 8 | (10 415 822) | 9 790 721 |
| Actif / passif au titre des avantages sociaux futurs | 9 | (850 080) | (389 924) |
| Propriétés destinées à la revente | 10 | (2 576 626) | |
| Stocks de fournitures | 11 | 27 711 | (22 054) |
| Autres actifs non financiers | 12 | (204 426) | (184 629) |
| | 13 | (2 749 537) | 31 924 597 |
| Activités d'investissement | | | |
| Acquisition d'immobilisations corporelles | 14 (| 29 561 312)(| 24 140 049) |
| Produit de cession des immobilisations corporelles | 15 | 90 444 | 51 917 |
| Acquisition d'actifs incorporels achetés | 16 (|) |) |
| Produit de cession des actifs incorporels achetés | 17 | | |
| | 18 | (29 470 868) | (24 088 132) |
| Activités de placement | | | |
| Prêts, placements de portefeuille à titre d'investissement et participations dans des entreprises municipales et des partenariats commerciaux | | | |
| Émission ou acquisition | 19 (| 134 019)(| 134 019) |
| Remboursement ou cession | 20 | 75 448 | |
| Autres placements de portefeuille | | | |
| Acquisition | 21 (| 10 665)(| 62 579) |
| Cession | 22 | 346 818 | 373 879 |
| | 23 | 277 582 | 177 281 |
| Activités de financement (note 4) | | | |
| Émission de dettes à long terme | 24 | 19 567 700 | 20 003 250 |
| Remboursement de la dette à long terme | 25 (| 14 233 528)(| 14 826 686) |
| Variation nette des emprunts temporaires | 26 | 4 648 051 | |
| Variation nette des frais reportés liés à la dette à long terme | 27 | (18 132) | (104 004) |
| Autres | | | |
| ▪ | 28.1 | | |
| | 29 | 9 964 091 | 5 072 560 |
| Augmentation (diminution) de la trésorerie et des équivalents de trésorerie | 30 | (21 978 732) | 13 086 306 |
| Trésorerie et équivalents de trésorerie (insuffisance) au début de l'exercice | | | |
| Solde déjà établi | 31 | 24 101 233 | 11 014 927 |
| Redressement aux exercices antérieurs (note 24) | 32 | | |
| Solde redressé | 33 | 24 101 233 | 11 014 927 |
| Trésorerie et équivalents de trésorerie (insuffisance) à la fin de l'exercice (note 4) | 34 | 2 122 501 | 24 101 233 |

Éléments sans effet sur la trésorerie (note 23)

Les notes et les renseignements complémentaires font partie intégrante des états financiers consolidés.

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024

1. Statut de l'organisme municipal

La Ville de Sorel-Tracy (ci-après « la Ville ») est constituée en vertu du décret no 130-2000 du gouvernement du Québec, daté du 15 mars 2000. Elle est régie par la Loi sur les cités et villes.

2. Principales méthodes comptables

Base de présentation

La direction est responsable de la préparation des états financiers consolidés (ci-après « les états financiers ») de la Ville, lesquels sont établis selon les Normes comptables canadiennes pour le secteur public (ci-après « les normes comptables »).

Ils contiennent certaines informations financières établies à des fins fiscales conformément au *Manuel de la présentation de l'information financière municipale* publié par le ministère des Affaires municipales et de l'Habitation (MAMH). Celles-ci comprennent l'excédent (le déficit) de l'exercice à des fins fiscales présenté aux pages S13 et S14 et la ventilation de l'excédent (du déficit) accumulé à des fins fiscales présentée aux pages S15 et S23.

A) Périmètre comptable et partenariats

Les états financiers présentent les actifs, les passifs, les revenus et les charges de la Ville. Ils incluent aussi la quote-part revenant à la Ville des actifs, des passifs, des revenus et des charges consolidés proportionnellement ligne par ligne des partenariats auxquels elle participe.

a) Périmètre comptable

S.O.

b) Partenariats

La Ville participe aux partenariats suivants dans les proportions indiquées :

| | |
|---|--------|
| Régie d'assainissement des eaux Richelieu/Saint-Laurent (ci-après la « Régie d'assainissement ») | 91 % |
| Régie intermunicipale de l'eau Tracy, Saint-Joseph, Saint-Roch (ci-après la « Régie intermunicipale ») | 77,1 % |

B) Comptabilité d'exercice

Estimations comptables

Pour dresser les états financiers conformément aux normes comptables, la direction de la Ville doit faire des estimations et poser des hypothèses qui ont une incidence sur les montants présentés dans les états financiers et les notes y afférentes. Ces estimations sont fondées sur la connaissance que la direction possède des événements en cours et sur les mesures que la Ville pourrait prendre à l'avenir. Les résultats réels pourraient être différents de ces estimations.

C) Actifs financiers

Sauf indication contraire, les actifs financiers sont comptabilisés au coût.

Trésorerie et équivalents de trésorerie

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024

La politique de la Ville est de présenter dans la trésorerie et les équivalents de trésorerie les soldes bancaires ainsi que les placements dont l'échéance n'excède pas trois mois à partir de la date d'acquisition ou rachetables en tout temps sans pénalité.

D) Passifs

Provision pour contestations d'évaluation

La provision pour contestations d'évaluation représente une estimation des remboursements, comprenant le capital et les intérêts, pouvant résulter de jugements relatifs à des constatations foncières et à des constatations de codifications prévues en vertu de la *Loi sur la fiscalité municipale*.

Passifs au titre d'assainissement des sites contaminés

Les obligations découlant de la réhabilitation de terrains contaminés sous la responsabilité de la Ville, ou pouvant de façon probable relever de sa responsabilité, sont comptabilisées au passif au poste Assainissement des sites contaminés dès que la contamination survient ou que la Ville en est informée, qu'il est prévu que des avantages économiques futurs seront abandonnés et qu'il est possible de procéder à une estimation raisonnable du montant en cause. Le passif comprend les coûts estimatifs de la gestion et de la réhabilitation des terrains contaminés ainsi que les coûts afférents à la maintenance et à la surveillance après assainissement, le cas échéant. L'évaluation de ces coûts est établie à partir de la meilleure information disponible et est révisée annuellement.

Obligations liées à la mise hors service d'immobilisations

Un passif au titre des obligations liées à la mise hors service d'immobilisations est comptabilisé lorsque toutes les conditions suivantes sont réunies :

- Il existe une obligation juridique obligeant la régie à engager des coûts de mise hors service relativement à une immobilisation corporelle;
- L'opération ou l'événement passé à l'origine du passif est survenu;
- Il est prévu que des avantages économiques futurs seront abandonnés;
- Il est possible de procéder à une estimation raisonnable du montant en cause.

Le passif comprend les coûts directement attribuables aux activités de mise hors service de l'immobilisation corporelle, y compris les activités au titre du fonctionnement, de l'entretien et de la surveillance après la mise hors service.

Lors de la comptabilisation initiale d'un passif au titre des obligations liées à la mise hors service d'une immobilisation corporelle, la régie comptabilise un coût de mise hors service en augmentation du coût de l'immobilisation corporelle (ou de la composante) en cause du même montant que le passif. Le coût de mise hors service est ainsi comptabilisé en charges sur la durée de vie de l'immobilisation corporelle (ou de la composante) en cause, conformément à la méthode et à la durée d'amortissement de cette immobilisation.

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024

Le passif est révisé annuellement à partir de la meilleure information disponible à la date des états financiers. Lorsque l'immobilisation corporelle en cause fait l'objet d'un usage productif, la variation annuelle est constatée aux résultats de l'exercice lorsqu'elle résulte de l'écoulement du temps ou en ajustement du coût de l'immobilisation corporelle en cause lorsqu'elle résulte d'une révision de l'échéancier, du montant des flux de trésorerie non actualisés estimatifs ou d'une révision du taux d'actualisation. Toute modification apportée à l'évaluation des obligations liées à la mise hors service d'une immobilisation corporelle ne faisant plus l'objet d'un usage productif est comptabilisée en tant que charges dans la période où elle survient.

Le passif relatif à la mise hors service des bâtiments patrimoniaux n'est pas présenté aux états financiers. En effet, la Ville est tenue de maintenir l'intégrité de ces bâtiments en vertu de la Loi sur le patrimoine culturel, de sorte que la date probable de mise hors service de ces bâtiments est si éloignée dans le temps que la valeur actualisée de l'obligation est négligeable. L'obligation liée à la mise hors service de ces bâtiments sera présentée aux états financiers dès le moment où la désignation patrimoniale sera retirée ou que la démolition du bâtiment sera autorisée, le cas échéant.

E) Actifs non financiers

Les actifs non financiers sont, de par leur nature, employés normalement pour fournir des services futurs.

Immobilisations corporelles

Les immobilisations corporelles sont des actifs non financiers qui sont acquis, construits, développés ou améliorés, dont la durée de vie utile s'étend au-delà de l'exercice, et qui sont destinés à être utilisés de façon durable pour la production de biens ou la prestation de services.

Les immobilisations corporelles sont comptabilisées au coût, incluant les coûts de transaction et les coûts de mise hors service d'immobilisations, le cas échéant. Le coût des immobilisations corporelles louées en vertu de contrats de location-acquisition est égal à la valeur actualisée des paiements exigibles.

Amortissement

Les immobilisations corporelles sont amorties en fonction de leur durée probable d'utilisation selon la méthode de l'amortissement linéaire sur les périodes suivantes :

Infrastructures (a): de 3 à 40 ans

Bâtiments (a) : de 20 à 40 ans

Véhicules : de 5 à 20 ans

Ameublement et équipement de bureau : de 5 à 10 ans

Machinerie, outillage et équipement divers : de 10 à 40 ans

Autres : 10 ans

(a) Les coûts de mise hors service d'immobilisations capitalisés dans les catégories des infrastructures et bâtiments sont amortis sur une durée de 40 ans.

Les immobilisations corporelles en cours sont amorties dès leur mise en service.

L'amortissement des immobilisations corporelles est inclus dans les charges à l'état consolidé des résultats, mais retiré aux fins du calcul de l'excédent (du déficit) de fonctionnement à des fins fiscales.

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS

EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024

Réduction de valeur

Lorsque la conjoncture indique qu'une immobilisation corporelle ne contribue plus à la capacité de la régie de fournir des biens et des services, ou que la valeur des avantages économiques futurs qui se rattachent à une immobilisation corporelle est inférieure à sa valeur comptable nette, le coût de l'immobilisation corporelle est réduit pour refléter la baisse de valeur. Toute moins-value sur les immobilisations corporelles est passée en charges à l'état des résultats et aucune reprise de moins-value ne peut être constatée ultérieurement.

Propriétés destinées à la revente

Les propriétés destinées à la revente sont évaluées au plus faible du coût et de la valeur nette de réalisation. Le coût est déterminé selon la méthode du coût propre. Les propriétés destinées à la revente sont constatées à titre d'actif financier lorsque l'actif est en état d'être vendu, qu'il y a un plan en place pour la vente de l'actif et qu'il est raisonnable de prévoir que la vente sera réalisée dans l'année suivant la date des états financiers.

Stocks de fournitures

Les stocks de fournitures sont évalués au plus faible du coût et de la valeur nette de réalisation. Le coût des stocks de pièces et carburants est déterminé selon la méthode du coût moyen pondéré. Le coût des stocks de produits chimiques et de fournitures diverses est déterminé selon la méthode du premier entré, premier sorti.

F) Revenus

Constatation des revenus

Les taxes se rapportant à l'année visée sont constatées lorsqu'elles sont autorisées et que le fait imposable se produit.

Les compensations tenant lieu de taxes sont comptabilisées dès l'entrée en service des modifications apportées à des immeubles ou de la construction de nouveaux immeubles, sans égard à la date à laquelle les certificats de modification ont été émis, pourvu qu'il soit possible de faire une estimation raisonnable de la valeur des modifications ou ajouts en cause.

Les taxes et les compensations tenant lieu de taxes afférentes aux modifications des rôles d'évaluation sont comptabilisées lors de l'émission des certificats d'évaluateur.

Les quotes-parts sont constatées lorsqu'elles sont déterminées et adoptées par résolution.

Les revenus de loyers sont constatés selon la méthode linéaire sur la durée des contrats de location.

Les revenus de transfert sont constatés aux états financiers à titre de revenus dans l'exercice au cours duquel surviennent les faits qui donnent lieu aux transferts, pour autant qu'ils aient été autorisés, que les critères d'admissibilité soient satisfaits et qu'une estimation raisonnable des montants soit possible, sauf lorsque les stipulations de l'accord créent une obligation répondant à la définition d'un passif. Dans un tel cas, le transfert est constaté à titre de passif au poste Revenus reportés.

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024

Les revenus des services rendus et les autres revenus sont constatés lorsque le service est fourni et qu'il donne lieu à une créance.

Les droits de mutation immobilière sont constatés à la date de l'inscription du transfert par l'officier de la publicité des droits.

Les amendes et pénalités se rapportant à l'année visée sont constatées lorsque la créance devient exécutoire.

Les intérêts sur les placements et les autres revenus d'intérêts sont constatés en fonction du temps écoulé.

Les dons sont constatés à leur juste valeur marchande dans l'exercice où ils sont attribués par un acte juridique à la date officielle inscrite au document légal.

G) Avantages sociaux futurs

Régimes de retraite à cotisations déterminées

La charge de fonctionnement correspond aux cotisations versées par l'employeur.

Un passif est constaté dans les créditeurs et charges à payer pour des cotisations dues non versées à la fin de l'exercice, de même que pour des cotisations à être versées dans les exercices subséquents relativement à des services déjà fournis.

Le régime de retraite des élus municipaux auquel participe la Ville et la Régie intermunicipale est comptabilisé comme un régime de retraite à cotisations déterminées.

Avantages sociaux futurs à prestations déterminées

En plus des prestations de retraite, ces avantages comprennent notamment :

- les avantages complémentaires de retraite comme la couverture des soins de santé et l'assurance-vie offertes aux retraités;

La charge est établie selon la comptabilité d'exercice intégrale de manière à attribuer le coût des prestations constituées aux exercices au cours desquels les services correspondants sont rendus par les salariés participants, selon la méthode de répartition des prestations au prorata des services avec projection des salaires futurs. Dans l'application de cette méthode pour le régime de retraite capitalisé, un cloisonnement est fait entre le service antérieur au 1er janvier 2014 et le service postérieur au 31 décembre 2013 pour se conformer à la *Loi favorisant la santé financière et la pérennité des régimes de retraite à prestations déterminées du secteur municipal* (2014, chapitre 15) sanctionnée le 5 décembre 2014 (« la Loi »). Se rajoutent, à titre de frais de financement, les intérêts débiteurs sur les obligations au titre des prestations constituées moins le rendement espéré des actifs du régime.

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024

Un actif ou un passif au titre des avantages sociaux futurs est présenté à l'état consolidé de la situation financière pour refléter l'écart à la fin de l'exercice entre la valeur des obligations au titre des prestations constituées et la valeur des actifs du régime, net des gains et pertes actuariels non amortis et net d'une provision pour moins-value dans le cas d'un actif s'il y a lieu. Dans l'établissement de cette provision, un cloisonnement est fait entre le service antérieur au 1er janvier 2014 et le service postérieur au 31 décembre 2013 pour se conformer à la Loi précitée.

Les obligations au titre des prestations constituées sont calculées de façon actuarielle selon la méthode suivante : répartition des prestations au prorata des services avec projection des salaires futurs, à partir du taux d'actualisation fixé et des hypothèses les plus probables de la Ville en matière d'évolution des salaires, de roulement du personnel, d'âge de départ à la retraite des participants, d'évolution des coûts futurs et d'autres facteurs actuariels. Des obligations implicites peuvent devoir être reconnues, notamment en vertu de la Loi précitée. Les effets de cette Loi sont décrits, s'il y a lieu, dans la note complémentaire ou les renseignements complémentaires sur les avantages sociaux futurs des états financiers.

Aux fins du calcul de la valeur des actifs et du rendement espéré des actifs, ceux-ci sont évalués en date du 31 décembre 2021 selon la méthode suivante : valeur lissée sur trois ans.

Les gains et les pertes actuariels sont amortis sur la durée moyenne estimative du reste de la carrière active (DMERCA) des salariés participants. L'amortissement débute dans l'exercice subséquent à celui de la constatation du gain ou de la perte.

Le coût des services passés découlant d'une modification de régime est passé immédiatement comme charge. En contrepartie, des gains ou pertes actuariels non amortis peuvent devoir être constatés, l'excédent pouvant (pour la dernière fois en 2019) faire l'objet d'un montant aux dépenses constatées à taxer ou à pourvoir.

L'excédent de la charge de l'exercice sur le décaissement requis dans le cas des régimes non capitalisés peut faire l'objet en contrepartie d'un montant aux dépenses constatées à taxer ou à pourvoir.

H) Dépenses constatées à taxer ou à pourvoir

Les dépenses constatées à taxer ou à pourvoir (DCTP) représentent le montant des charges, à l'exception de l'amortissement, de l'exercice courant et des exercices antérieurs dont la comptabilisation est exigée en vertu des normes comptables et à l'égard desquelles la Ville a choisi de reporter l'imposition, en tout ou en partie, de la taxation aux exercices futurs.

S'il y a lieu, ce montant est présenté au net du montant des charges dont la comptabilisation est reportée en vertu des normes comptables et à l'égard desquelles la Ville a choisi de devancer l'imposition, en tout ou en partie, de la taxation.

Ce montant est créé aux fins suivantes et amorti selon les durées indiquées ci-dessous par affectation aux informations sectorielles consolidées de l'excédent (du déficit) de fonctionnement à des fins fiscales par organismes :

Mesures d'allègement fiscal liées aux écarts de constatation avec les normes comptables :

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024

- Financement à long terme des activités de fonctionnement :
 - o Amorties au fur et à mesure du remboursement en capital de cette dette.

- Obligations liées à la mise hors service d'immobilisations (OMHS) :
 - o Amorties sur la durée de vie restante de l'immobilisation corporelle faisant l'objet d'OMHS.

I) Instruments financiers

Évaluation initiale

La Ville comptabilise un actif financier ou un passif financier dans l'état de la situation financière lorsqu'elle devient partie aux dispositions contractuelles de l'instrument financier, et seulement dans ce cas. Sauf indication contraire, les actifs et passifs financiers sont initialement évalués au coût.

Les coûts de transaction afférents aux instruments financiers évalués au coût ou au coût après amortissement sont comptabilisés à titre de frais reportés.

Évaluation ultérieure

À chaque date de clôture, les actifs et les passifs financiers de la Ville sont évalués au coût après amortissement (incluant toute dépréciation dans le cas des actifs financiers).

Les coûts de transaction afférents aux emprunts à long terme évalués au coût après amortissement sont amortis selon la méthode du taux d'intérêt effectif.

La Ville détermine s'il existe une indication objective de dépréciation des actifs financiers. Toute dépréciation des actifs financiers est comptabilisée à l'état consolidé des résultats.

Dans le cas d'un placement de portefeuille, si une indication objective de dépréciation existe, une perte de valeur est comptabilisée lorsqu'il subit une moins-value durable. Toute augmentation ultérieure de la valeur d'un placement de portefeuille ayant fait l'objet d'une réduction de valeur n'est comptabilisée à l'état des résultats qu'au moment de sa réalisation.

J) Autres éléments

S.O.

3. Modification de méthodes comptables

Obligations liées à la mise hors service d'immobilisations

Le 1^{er} janvier 2024, la Ville a adopté les recommandations du chapitre SP 3280, « Obligations liées à la mise hors service d'immobilisations », du *Manuel de comptabilité de CPA Canada pour le secteur public*. Conformément aux exigences du nouveau chapitre SP 3280, la Ville comptabilise un passif et une augmentation correspondante du coût de l'immobilisation corporelle visée à l'égard des obligations juridiques qui sont liées à la mise hors service d'une immobilisation corporelle et qui résultent de son acquisition, de sa construction, de son développement, de sa mise en valeur ou de son utilisation normale. Ces recommandations s'appliquent aux obligations liées à la mise hors service d'immobilisations corporelles contrôlées par la Ville qui font encore ou non l'objet d'un usage productif, y compris les immobilisations corporelles louées.

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024

Conformément aux nouvelles exigences, la Ville doit comptabiliser un tel passif lorsque les conditions suivantes sont réunies :

- Il existe une obligation juridique obligeant la Ville à engager des coûts de mise hors service relativement à une immobilisation corporelle;
- L'opération ou l'événement passé à l'origine du passif est survenu;
- Il est prévu que des avantages économiques futurs seront abandonnés;
- Il est possible de procéder à une estimation raisonnable du montant en cause.

Conformément aux dispositions transitoires, ces exigences auraient dû être adoptées par la Ville pour l'exercice ouvert à compter du 1^{er} avril 2022 mais la Ville n'avait pas adopté ces nouvelles exigences à cette date. La Ville a fait le choix, au 31 décembre 2024, d'une application rétroactive à la date d'application de la norme et que conséquemment, l'application sous cette forme engendre un redressement de l'année antérieure.

Cette modification comptable a entraîné une augmentation (diminution) des postes suivants des états financiers :

| | 2024 | 2023 |
|---|----------------|----------------|
| | \$ | \$ |
| État consolidé des résultats | | |
| Amortissement des immobilisations corporelles | 91 374 \$ | 91 374 \$ |
| Charge de désactualisation | 108 154 \$ | 103 152 \$ |
| Excédent (déficit) de l'exercice | (199 528 \$) | (194 526 \$) |
| Excédent (déficit) accumulé au début | (194 526 \$) | |
| Excédent (déficit) accumulé à la fin | (394 053 \$) | (194 526 \$) |
| État consolidé de la situation financière | | |
| Autres passifs | 108 154 \$ | 2 229 977 \$ |
| Actifs financiers nets (dette nette) | (108 154 \$) | (2 229 977 \$) |
| Immobilisations corporelles | (91 374 \$) | 2 035 451 \$ |
| Excédent (déficit) accumulé | (199 528 \$) | (194 526 \$) |
| État consolidé de la variation des actifs financiers nets (de la dette nette) | | |
| Solde au début | (2 229 977 \$) | |
| Solde à la fin | (108 154 \$) | (2 229 977 \$) |

Revenus

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024

Au cours de l'exercice, la Ville a adopté les normes du chapitre SP 3400, « Revenus », du *Manuel de comptabilité de CPA Canada pour le secteur public*. Ce chapitre établit des exigences différenciées en matière de comptabilisation en ce qui a trait aux revenus issus des opérations qui comportent des obligations de prestation (appelées « opérations avec contrepartie ») et à ceux issus des opérations sans obligation de prestation (appelées « obligations sans contrepartie ») ainsi qu'aux informations à fournir à leur sujet.

Le chapitre définit une obligation de prestation comme étant une promesse exécutoire de fournir des biens ou des services précis à un payeur en particulier. Le revenu tiré d'une opération avec contrepartie est constaté lorsque la Ville remplit (ou à mesure qu'elle remplit) l'obligation de prestation en fournissant les biens ou les services promis au payeur.

Les revenus tirés d'une opération sans contrepartie sont constatés lorsque la Ville a le pouvoir de revendiquer ou de prélever une entrée de ressources économiques et qu'elle relève une opération passée ou un événement passé qui est à l'origine d'un actif.

Pour les opérations avec contrepartie, la Ville doit déterminer quels biens ou services (ou quels groupes de biens ou de services) sont distincts et doivent, par conséquent, être traités séparément. Lorsque la Ville détermine qu'il y a plus d'une obligation de prestation pour une même opération, elle doit utiliser une méthode de répartition du prix de la transaction. Pour ce faire, elle utilise le prix de vente spécifique des biens ou des services attribué à chacune des obligations de prestation lorsque celui-ci est connu; dans le cas contraire, elle procède à une estimation à l'aide des informations dont elle dispose pour effectuer cette répartition.

Conformément aux dispositions transitoires, ces exigences, applicables aux exercices ouverts à compter du 1^{er} avril 2023, ont fait l'objet d'une application rétroactive. L'adoption de ces nouvelles recommandations n'a eu aucune incidence sur les états financiers la Ville.

4. Trésorerie et équivalents de trésorerie

| | 2024 | 2023 |
|--|--------------------|-------------------|
| La trésorerie et les équivalents de trésorerie sont composés de : | | |
| Fonds en caisse et dépôts à vue | 1 2 122 501 | 24 101 233 |
| Placements à court terme, liquides, exclus des placements de portefeuille | 2 | |
| Autres éléments | 3.1 | |
| ▪ | | |
| Trésorerie et équivalents de trésorerie | 4 2 122 501 | 24 101 233 |
| Insuffisance de trésorerie et d'équivalents de trésorerie (découvert bancaire) | 5 () | () |
| Trésorerie et équivalents de trésorerie (insuffisance) à la fin de l'exercice | 6 2 122 501 | 24 101 233 |
| Sommes affectées comprises dans la trésorerie et les équivalents de trésorerie | 7 2 122 501 | 7 965 805 |
| Remboursement de la dette à long terme inscrit dans les flux de trésorerie et ayant fait l'objet d'un refinancement au cours de l'exercice | 8 3 659 000 | 9 337 274 |

Note

Les sommes affectées comprises dans la trésorerie et les équivalents de trésorerie sont associées aux excédents affectés et fonds réservés.

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024

5. Débiteurs

| | | 2024 | 2023 |
|---|------|------------|------------|
| Taxes municipales | 9 | 4 580 675 | 4 180 783 |
| Taxes-certificats de vente pour défaut de paiement des taxes | 10 | 893 | 893 |
| Gouvernement du Québec et ses entreprises | 11 | 15 849 526 | 13 114 781 |
| Gouvernement du Canada et ses entreprises | 12 | 4 120 651 | 3 521 134 |
| Organismes municipaux | 13 | 645 066 | 13 349 |
| Autres | | | |
| ▪ Avances diverses | 14.1 | 63 533 | 99 386 |
| ▪ Constats, mutations, intérêts | 14.2 | 3 092 763 | 3 549 085 |
| | 15 | 28 353 107 | 24 479 411 |
| Montants des débiteurs affectés au remboursement de la dette à long terme | | | |
| Gouvernement du Québec et ses entreprises | 16 | 7 961 726 | 7 166 423 |
| Gouvernement du Canada et ses entreprises | 17 | | |
| Organismes municipaux | 18 | | |
| Autres tiers | 19 | | |
| | 20 | 7 961 726 | 7 166 423 |
| Provision pour créances douteuses déduite des débiteurs | 21 | 1 056 815 | 991 333 |
| Ventilation du solde des débiteurs du Gouvernement du Québec et ses entreprises | | | |
| Ministère des Affaires municipales et de l'Habitation/SOFIL | 22 | 8 414 023 | 8 005 969 |
| Ministère des Affaires municipales et de l'Habitation/Autres | 23 | 2 383 505 | 1 508 870 |
| Ministère des Transports et de la Mobilité durable | 24 | 1 958 948 | 1 684 594 |
| Ministère de la Culture et des Communications | 25 | 1 088 459 | 1 057 158 |
| Autres ministères/organismes | 26 | 2 004 591 | 858 190 |
| | 27 | 15 849 526 | 13 114 781 |

Note

Les montants des débiteurs affectés au remboursement de la dette à long terme portent intérêt à des taux variant de 0,785 % à 4,575 % et viennent à échéance au plus tard en 2043.

6. Prêts

| | | 2024 | 2023 |
|--|------|------|------|
| Prêts à un office d'habitation | 28 | | |
| Prêts à un fonds d'investissement | 29 | | |
| Autres | | | |
| ▪ | 30.1 | | |
| | 31 | | |
| Provision pour moins-value déduite des prêts | 32 | | |

Note

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024

7. Placements de portefeuille

| | | 2024 | 2023 |
|---|----|---------|---------|
| Évalués au coût ou au coût après amortissement | | | |
| Placements à titre d'investissement | 33 | 308 491 | 357 337 |
| Autres placements | 34 | 143 147 | 479 300 |
| Évalués à la juste valeur | | | |
| Placements à titre d'investissement | 35 | | |
| Autres placements | 36 | | |
| | 37 | 451 638 | 836 637 |
| Sommes affectées comprises dans les placements de portefeuille | 38 | | |
| Provision pour moins-value déduite des placements de portefeuille | 39 | | |

Note

Les placements à titre d'investissement, détenus par la Ville, sont composés d'un fonds de garantie de franchise collective.

Les autres placements de portefeuille détenus par la Régie d'assainissement sont composés de placements garantis liés aux marchés portant intérêt à un taux de rendement cumulatif à titre indicatif de 16,25% (2,4% à 13% au 31 décembre 2023) et échéant en août 2025.

8. Autres actifs financiers

| | | 2024 | 2023 |
|---|------|-----------|------|
| Propriétés destinées à la revente (note 16) | 40 | 4 366 500 | |
| Autres | | | |
| ▪ | 41.1 | | |
| | 42 | 4 366 500 | |

Note**9. Emprunts temporaires**

La Ville bénéficie d'une marge de crédit de 14 000 000 \$ portant intérêt au taux préférentiel moins 0,25 % (5,20%; 6,95 % au 31 décembre 2023) et renouvelable annuellement.

La régie intermunicipale bénéficie d'une marge de crédit de 300 000 \$ portant intérêt au taux préférentiel (5,45 %; 7,20 % au 31 décembre 2023) et renouvelable annuellement.

10. Crédoeurs et charges à payer

| | | 2024 | 2023 |
|---|------|------------|------------|
| Fournisseurs | 43 | 10 517 623 | 7 535 563 |
| Salaires et avantages sociaux | 44 | 3 314 015 | 2 957 361 |
| Dépôts et retenues de garantie | 45 | 4 657 984 | 2 732 183 |
| Provision pour contestations d'évaluation | 46 | 27 056 | 76 430 |
| Autres | | | |
| ▪ Gouvernement du Qc. et autres | 47.1 | 163 654 | 194 064 |
| ▪ Intérêts courus dette LT | 47.2 | 415 325 | 407 283 |
| ▪ Organismes municipaux | 47.3 | 172 368 | 187 731 |
| ▪ Provisions diverses | 47.4 | 294 702 | 176 692 |
| ▪ Autres | 47.5 | 306 365 | 489 647 |
| | 48 | 19 869 092 | 14 756 954 |

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024

Note

Les fournisseurs et les dépôts et retenues à payer incluent une somme de 6 846 109 \$ (7 198 314 \$ au 31 décembre 2023) à payer pour des immobilisations.

11. Revenus reportés

| | | 2024 | 2023 |
|---|------|---------|------------|
| Taxes perçues d'avance | 49 | | |
| Transferts | | | |
| Soutien au rayonnement des régions du Fonds régions et ruralité - Volet 1 | 50 | | |
| Soutien à la compétence de développement local et régional des MRC du Fonds régions et ruralité - Volet 2 | 51 | | 50 849 |
| Accès entreprise Québec | 52 | | |
| Programme d'aide d'urgence au transport collectif des personnes | 53 | | |
| Autres | | | |
| ▪ MCC - dévelop. culturel | 54.1 | 37 049 | 42 425 |
| ▪ MEI - relance des centres-villes | 54.2 | | 82 559 |
| ▪ MEI - dévelop. économique (terrains industriels) | 54.3 | | 10 355 544 |
| ▪ Veloce III volet 2 | 54.4 | | 14 454 |
| ▪ Autres | 54.5 | 20 235 | 9 371 |
| Fonds - Réfection et entretien de certaines voies publiques | 55 | | |
| Fonds parcs, terrains de jeux et espaces naturels | 56 | 606 088 | 550 481 |
| Fonds de gestion et de mise en valeur du territoire | 57 | | |
| Société québécoise d'assainissement des eaux | 58 | | |
| Fonds de contributions à des travaux ou à des services municipaux | 59 | | |
| Autres contributions des promoteurs | 60 | | |
| Fonds de redevances réglementaires | 61 | | |
| Autres | | | |
| ▪ Revenus perçus d'avance | 62.1 | 59 637 | 33 148 |
| | 63 | 723 009 | 11 138 831 |

Note**12. Dette à long terme**

| | Taux d'intérêt | | Échéance | | | 2024 | 2023 |
|---|----------------|------|----------|------|----|------------|------------|
| | de | à | de | à | | | |
| Obligations et billets en monnaie canadienne | 1,10 | 5,60 | 2025 | 2029 | 64 | 64 150 135 | 58 639 974 |
| Obligations et billets en monnaies étrangères | | | | | 65 | | |
| Autres dettes à long terme | | | | | | | |
| Gouvernement du Québec et ses entreprises | | | | | 66 | | |
| Organismes municipaux | | | | | 67 | | |
| Obligations découlant de contrats de location-acquisition | | | | | 68 | | |
| Autres | 2,00 | 2,00 | 2025 | 2032 | 69 | 1 407 911 | 1 583 899 |
| | | | | | 70 | 65 558 046 | 60 223 873 |
| Frais reportés liés à la dette à long terme | | | | | 71 | (481 266) | (463 134) |
| | | | | | 72 | 65 076 780 | 59 760 739 |

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024

Les versements estimatifs sur la dette à long terme pour les prochains exercices sont les suivants :

| | Obligations et billets | | Autres dettes à long terme | | Total 2024 |
|----------------------------------|-------------------------------|-------------------------------|----------------------------|-----------|------------|
| | Avec fonds d'amortissement | Sans fonds d'amortissement | Location- acquisition | Autres | |
| 2025 | 73 | 12 546 745 | | 175 989 | 12 722 734 |
| 2026 | 74 | 13 073 055 | | 175 989 | 13 249 044 |
| 2027 | 75 | 11 609 520 | | 175 989 | 11 785 509 |
| 2028 | 76 | 15 859 661 | | 175 989 | 16 035 650 |
| 2029 | 77 | 11 061 154 | | 175 989 | 11 237 143 |
| 2030 et plus | 78 | | | 527 966 | 527 966 |
| | 79 | 64 150 135 | | 1 407 911 | 65 558 046 |
| Intérêts et frais accessoires | 80 | () | () | () | |
| | 81 | 64 150 135 | | 1 407 911 | 65 558 046 |

Note

13. Avantages sociaux futurs

| | 2024 | 2023 | |
|---|------|-------------|-------------|
| Actif (passif) au titre des avantages sociaux futurs | | | |
| Actif (passif) des régimes de retraite et régimes supplémentaires de retraite à prestations déterminées | 82 | 1 053 849 | 221 130 |
| Actif (passif) des régimes d'avantages complémentaires de retraite et autres avantages sociaux futurs à prestations déterminées | 83 | (1 448 611) | (1 465 972) |
| | 84 | (394 762) | (1 244 842) |
| Charge de l'exercice | | | |
| Régimes de retraite et régimes supplémentaires de retraite à prestations déterminées | 85 | 982 086 | 1 272 679 |
| Régimes d'avantages complémentaires de retraite et autres avantages sociaux futurs à prestations déterminées | 86 | (6 894) | 19 546 |
| Régimes à cotisations déterminées | 87 | 39 738 | 35 810 |
| Autres régimes (REER et autres) | 88 | | |
| Régimes de retraite des élus municipaux | 89 | 83 428 | 82 748 |
| | 90 | 1 098 358 | 1 410 783 |

Se référer à la section « Renseignements complémentaires » pour plus de détails.

Note

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024

14. Autres passifs

| | | 2024 | 2023 |
|---|------|-----------|-----------|
| Assainissement des sites contaminés | 91 | 52 876 | 52 876 |
| Obligations liées à la mise hors service d'immobilisations | 92 | 2 338 131 | 2 229 977 |
| Autres | | | |
| ▪ | 93.1 | | |
| | 94 | 2 391 007 | 2 282 853 |
| Obligations liées à la mise hors service d'immobilisations au début de l'exercice | 95 | 2 229 977 | |
| Passifs engagés | 96 | | 2 126 825 |
| Passifs réglés | 97 (|) | (|
| Charge de désactualisation ¹ | 98 | 108 154 | 103 152 |
| Révisions des estimations de flux de trésorerie | 99 | | |
| Obligations liées à la mise hors service d'immobilisations à la fin de l'exercice | 100 | 2 338 131 | 2 229 977 |

1. La charge de désactualisation est le montant correspondant à l'augmentation de la valeur comptable d'une obligation liée à la mise hors service d'une immobilisation, qui est attribuable à l'écoulement du temps.

Note

Les principales obligations liées à la mise hors service d'immobilisations de la ville concernent le désamiantage de bâtiments. Les autres obligations liées à la mise hors service sont notamment relatives à la présence de plomb dans certains bâtiments.

Les principales hypothèses utilisées pour les travaux liés aux contaminations de plomb et d'amiante sont les suivantes :

| | |
|--|------------|
| Taux d'actualisation | 4,85 % |
| Période d'actualisation (variable selon l'actif) | 2 à 77 ans |
| Taux d'inflation | 2,00% |

Pour la Ville de Sorel-Tracy, les coûts estimés avant actualisation pour réaliser les travaux de mise hors service d'immobilisations au 31 décembre 2024 et inclus dans l'évaluation du passif s'élèvent à 11 366 883 \$ (11 366 883 \$ au 31 décembre 2023);

Pour la Régie intermunicipale de l'eau - Tracy - Saint-Joseph - Saint-Roch, les coûts estimés s'élèvent à 595 487 \$ (595 487 \$ au 31 décembre 2023);

Pour la Régie d'assainissement des eaux de Richelieu/Saint-Laurent, les coûts estimés s'élèvent à 747 900 \$ (747 900 \$ au 31 décembre 2023);

De plus, la Ville détient 4 bâtiments patrimoniaux pour lesquels aucune obligation liée à la mise hors service d'immobilisations corporelles n'est comptabilisée à l'égard du désamiantage de ces bâtiments.

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024

15. Immobilisations corporelles

| | | Solde au début | Addition | Cession / Ajustement | Solde à la fin |
|--|-------|-------------------|------------|-------------------------|-------------------|
| COÛT | | | | | |
| Infrastructures | | | | | |
| Eau potable | 101 | 48 651 827 | 1 363 408 | 243 119 | 49 772 116 |
| Eaux usées | 102 | 42 112 306 | 2 566 434 | | 44 678 740 |
| Chemins, rues, routes, trottoirs, ponts, tunnels et viaducs | 103 | 97 541 278 | 7 109 834 | 1 585 678 | 103 065 434 |
| Autres | | | | | |
| ▪ Autres | 104.1 | 19 779 684 | 1 339 384 | 576 355 | 20 542 713 |
| Réseau d'électricité | 105 | | | | |
| Bâtiments | 106 | 74 971 574 | 5 061 207 | 518 051 | 79 514 730 |
| Améliorations locatives | 107 | | | | |
| Véhicules | 108 | 7 666 919 | 967 462 | 23 713 | 8 610 668 |
| Ameublement et équipement de bureau | 109 | 2 394 079 | 394 994 | 267 520 | 2 521 553 |
| Machinerie, outillage et équipement divers | 110 | 9 104 593 | 945 843 | 510 416 | 9 540 020 |
| Terrains | 111 | 11 829 891 | 254 070 | 11 845 | 12 072 116 |
| Autres | 112 | | | | |
| | 113 | 314 052 151 | 20 002 636 | 3 736 697 | 330 318 090 |
| Immobilisations en cours | 114 | 5 772 563 | 11 629 440 | | 17 402 003 |
| | 115 | 319 824 714 | 31 632 076 | 3 736 697 | 347 720 093 |
| AMORTISSEMENT CUMULÉ | | | | | |
| Infrastructures | | | | | |
| Eau potable | 116 | 19 842 738 | 1 219 072 | 243 119 | 20 818 691 |
| Eaux usées | 117 | 17 913 476 | 1 087 381 | | 19 000 857 |
| Chemins, rues, routes, trottoirs, ponts, tunnels et viaducs | 118 | 34 259 737 | 3 451 297 | 1 585 678 | 36 125 356 |
| Autres | | | | | |
| ▪ Autres | 119.1 | 7 310 912 | 907 122 | 576 355 | 7 641 679 |
| Réseau d'électricité | 120 | | | | |
| Bâtiments | 121 | 31 822 680 | 1 638 746 | 340 185 | 33 121 241 |
| Améliorations locatives | 122 | | | | |
| Véhicules | 123 | 4 014 952 | 434 206 | 23 713 | 4 425 445 |
| Ameublement et équipement de bureau | 124 | 1 445 636 | 355 409 | 267 520 | 1 533 525 |
| Machinerie, outillage et équipement divers | 125 | 4 287 737 | 787 133 | 405 933 | 4 668 937 |
| Autres | 126 | | | | |
| | 127 | 120 897 868 | 9 880 366 | 3 442 503 | 127 335 731 |
| VALEUR COMPTABLE NETTE | 128 | 198 926 846 | | | 220 384 362 |
| Biens loués en vertu de contrats de location-acquisition inclus dans les immobilisations corporelles | | | | | |
| Coût | 129 | | | | |
| Amortissement cumulé | 130 | () | () | () | () |
| Valeur comptable nette | 131 | | | | |

Note

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024

16. Propriétés destinées à la revente

| | | 2024 | 2023 |
|---|-----|------------|-----------|
| Immeubles de la réserve foncière | 132 | 31 742 | 31 742 |
| Immeubles industriels municipaux | 133 | 10 430 955 | 3 392 258 |
| Autres | 134 | 203 669 | 299 240 |
| | 135 | 10 666 366 | 3 723 240 |
| Présentées à titre d'autres actifs financiers (note 8) | 136 | 4 366 500 | |
| Présentées à titre d'actifs non financiers sous le poste « Propriétés destinées à la revente » | 137 | 6 299 866 | 3 723 240 |

Note**17. Actifs incorporels achetés**

| | Solde au début | Addition | Cession / Ajustement | Solde à la fin |
|-------------------------------|-------------------|----------|-------------------------|-------------------|
| COÛT | | | | |
| ▪ | 138.1 | | | |
| | 139 | | | |
| AMORTISSEMENT CUMULÉ | | | | |
| ▪ | 140.1 | | | |
| | 141 | | | |
| VALEUR COMPTABLE NETTE | 142 | | | |

Note**18. Autres actifs non financiers**

| | | 2024 | 2023 |
|-------------------------------|-------|---------|---------|
| Frais payés d'avance | | | |
| ▪ Assurances et autres | 143.1 | 483 726 | 477 661 |
| Autres | | | |
| ▪ Avance salaires | 144.1 | 60 827 | 67 630 |
| ▪ Ass.-groupe payées d'avance | 144.2 | 393 095 | 187 931 |
| | 145 | 937 648 | 733 222 |

Note**19. Obligations contractuelles**

La Ville s'est engagée, d'après des contrats de déneigement et autres engagements échéant jusqu'en 2047, à verser une somme de 66 675 897\$ durant cette période.

La Régie d'assainissement des eaux de Richelieu/Saint-Laurent s'est engagée, en vertu de divers contrats relatifs à la fourniture de services professionnels de gestion de l'exploitation des ouvrages d'épuration des eaux, de services administratifs et de travaux de réhabilitation échéant à différentes dates jusqu'en 2029, à verser une somme de 3 402 910 \$. Les paiements minimums exigibles en vertu de ces contrats pour les prochains exercices s'élèvent à 3 110 420 \$ en 2025, à 266 191\$ en 2026, à 8 399 \$ en 2027, à 8 766 \$ en 2028 et à 9 134 \$ en 2029.

De plus, la régie s'est engagée, en vertu d'un protocole d'entente pour l'utilisation des services administratifs d'un partenaire, la Ville de Sorel-Tracy, échéant en décembre 2025, à verser une somme de 10 650 \$.

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024

La Régie intermunicipale de l'eau - Tracy - Saint-Joseph - Saint-Roch s'est engagée, en vertu de divers contrats de services techniques, administratifs et de réparation de divers équipements, à verser une somme de 719 900 \$ jusqu'en 2029. Les paiements minimums exigibles en vertu de ces contrats pour les prochains exercices s'élèvent à 453 088 \$ en 2025, à 88 929 \$ en 2026, à 84 086 \$ en 2027, à 84 453 \$ en 2028 et à 9 344 \$ en 2029.

Office municipal d'habitation de la Ville

L'Office municipal d'habitation de Sorel-Tracy, la Ville et la Société d'habitation du Québec ont signé une convention qui prévoit le paiement d'une subvention comblant le déficit d'exploitation des ensembles administrés. La Société d'habitation du Québec contribue à 90 % au déficit d'exploitation et la Ville subventionne le solde du déficit.

20. Droits contractuels

Divers tiers et organismes se sont engagés en vertu de multiples ententes, baux et contrats à verser à la Ville une somme totale de 16 651 318 \$ au cours des prochaines années.

Droits contractuels au 31 décembre 2024
(en milliers de dollars)

| | 2025 | 2026 | 2027 | 2028 | 2029 et+ | Total |
|---------------|-------|-------|-------|-------|----------|--------|
| Ententes/Baux | 3 605 | 3 694 | 3 619 | 1 705 | 1 673 | 14 296 |
| Transferts | 294 | 268 | 241 | 219 | 1 243 | 2 265 |

21. Passifs éventuels

Au 31 décembre 2024, une procédure d'expropriation est toujours en cours par la Ville de Sorel-Tracy et l'indemnité définitive qui pourrait être versée à la partie expropriée n'a pas encore été établie.

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024

La Ville de Sorel-Tracy s'engage à prendre tous les moyens et efforts raisonnables pour défendre sa position prise dans le cadre de l'indemnité provisionnelle afin de diminuer autant que possible l'écart entre l'Indemnité provisionnelle et l'indemnité définitive à verser à la partie expropriée.

La valeur de cet écart étant inconnue au 31 décembre 2024, aucun montant n'a pu être évalué ni comptabilisé comme provision au rapport financier. Advenant un jugement défavorable pour la Ville concernant ce litige, les pertes seraient imputées aux résultats de l'exercice alors en cours.

A) Cautionnements et garanties

| Description | Montant initial des cautions | Solde des cautionnements | |
|-----------------------------|---------------------------------|--------------------------|-----------|
| | | 2024 | 2023 |
| Emprunts temporaires | | | |
| ▪ Festival de la Gibelotte | 146.1 | 125 000 | 35 000 |
| ▪ RIRERST | 146.2 | 800 000 | 378 864 |
| | 147 | 925 000 | 413 864 |
| Dettes à long terme | | | |
| ▪ SDEST | 148.1 | 3 200 000 | 1 281 962 |
| ▪ Azimut Diffusion Inc. | 148.2 | 6 280 200 | 3 952 388 |
| ▪ Marina de Saurel Inc. | 148.3 | 2 800 300 | 1 710 186 |
| | 149 | 12 280 500 | 6 944 536 |
| | 150 | 13 205 500 | 7 358 400 |
| | | | 8 020 710 |

La Ville est conjointement responsable avec d'autres municipalités de la dette à long terme de la Municipalité régionale de comté de Pierre-De Saurel. Au 31 décembre 2024, la portion de la dette à long terme attribuable à la Ville s'élève à 6 101 261 \$.

B) Auto-assurance

S.O.

C) Poursuites

S.O.

D) Autres

S.O.

22. Actifs éventuels

S.O.

23. Éléments sans effet sur la trésorerie

S.O.

24. Redressement aux exercices antérieurs

Voir note 3, « Modifications de méthodes comptables ».

25. Données budgétaires

L'état consolidé des résultats et de la variation de la dette nette comportent une comparaison avec des données budgétaires consolidées. Le budget consolidé constitue la combinaison du budget non consolidé adopté par la Ville et des budgets adoptés par les partenariats, après l'élimination des opérations réciproques.

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024

Une comparaison avec le budget non consolidé adopté par la Ville est également présentée dans les informations sectorielles consolidées.

26. Instruments financiers

Politique de gestion des risques

La Ville est exposée à divers risques découlant de ses instruments financiers. La gestion des risques financiers est effectuée par la direction de la Ville.

Au cours de l'exercice, il n'y a eu aucune modification de politiques, de procédures et de pratiques de gestion des risques concernant les instruments financiers. Les éléments suivants fournissent une mesure des risques à la date de fin d'exercice.

Risques financiers

Risque de crédit

Le risque de crédit est le risque qu'une contrepartie fasse défaut à ses obligations contractuelles. Le risque de crédit de la Ville est principalement attribuable aux débiteurs, excluant les taxes à la consommation à recevoir. La Ville juge que le risque de crédit afférent aux sommes à recevoir des gouvernements du Québec et du Canada n'est pas important. Afin de réduire son risque de crédit, la Ville analyse régulièrement le solde des débiteurs, excluant les sommes à recevoir des gouvernements du Québec et du Canada, et une provision pour créances douteuses est constituée, lorsque nécessaire, fondée sur leur valeur de réalisation estimative.

La valeur comptable des principaux actifs financiers de la Ville représente son exposition maximale au risque de crédit.

La chronologie des actifs financiers, déduction faite de la provision pour créances douteuses au 31 décembre, se détaille comme suit :

| | 2024 | 2023 |
|---|----------------|--------------|
| | \$ | \$ |
| Actifs financiers en souffrance | | |
| Moins de un an | 826 911 \$ | 955 609 \$ |
| Entre un an et deux ans | 199 085 \$ | 230 519 \$ |
| Entre deux et trois ans | 179 318 \$ | 228 222 \$ |
| Plus de trois ans | 1 878 292 \$ | 1 742 391 \$ |
| Sous-total | 3 083 606 \$ | 3 157 741 \$ |
| Moins : provision pour créances douteuses | (1 056 815 \$) | (991 333 \$) |
| Total | 2 026 791 \$ | 2 166 408 \$ |

Risque de taux d'intérêt

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024

Le risque de taux d'intérêt est le risque que les instruments financiers varient de façon défavorable en fonction des fluctuations des taux d'intérêt, qu'ils soient à taux d'intérêt fixe ou à taux d'intérêt variable. Les instruments financiers à taux d'intérêt fixe assujettissent la Ville au risque de variations de la juste valeur et ceux à taux d'intérêt variable, à un risque de flux de trésorerie.

Les instruments financiers à taux d'intérêt fixe sont les placements de portefeuille et les dettes à long terme.

La Ville n'utilise pas de dérivés financiers pour réduire son exposition au risque de taux d'intérêt.

Une augmentation ou une diminution raisonnablement possible des taux d'intérêt de 1 % (1 % au 31 décembre 2023) n'aurait pas d'incidence significative sur l'excédent (le déficit) de l'exercice ni sur les gains de réévaluation nets de l'exercice.

Risque de liquidité

Le risque de liquidité de la Ville est le risque qu'elle éprouve des difficultés à honorer des engagements liés à ses passifs financiers.

La Ville est donc exposée au risque de liquidité relativement à l'ensemble des passifs financiers comptabilisés à l'état de la situation financière.

La gestion du risque de liquidité vise à maintenir un montant suffisant de trésorerie et d'équivalents de trésorerie et à s'assurer que la Ville dispose de sources de financement de montants autorisés suffisants. La Ville établit des prévisions budgétaires et de trésorerie afin de s'assurer qu'elle dispose des fonds nécessaires pour acquitter ses obligations.

Les échéances contractuelles des passifs financiers (non actualisées, y compris le versement d'intérêts, le cas échéant) se détaillent comme suit :

| | Moins de 1 an | De 1 an à 3 ans | De 3 à 5 ans | Plus de 5 ans |
|-------------------------------|------------------|--------------------|---------------|---------------|
| Créditeurs et charges à payer | 19 869 092 \$ | 0 \$ | 0 \$ | 0 \$ |
| Dettes à long terme | 14 792 991 \$ | 28 384 688 \$ | 28 623 626 \$ | 546 441 \$ |
| Total | 34 662 083 \$ | 28 384 688 \$ | 28 623 626 \$ | 546 441 \$ |

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024

27. Incertitude relative à la mesure

Le passif relatif aux obligations liées à la mise hors service d'immobilisations est sujet à une incertitude relative à la mesure et peut varier en raison des technologies en constante évolution utilisées dans les activités de mise hors service d'immobilisations et des écarts entre les hypothèses retenues aux fins de l'évaluation du passif et les résultats réels. Les principales hypothèses retenues comprennent l'estimation des coûts actuels de mise hors service, le taux d'inflation des coûts et le taux d'actualisation. Par ailleurs, l'obligation de disposer de manière sécuritaire de l'amiante dans les bâtiments est sujette à une incertitude relative à la mesure en raison des limites inhérentes à l'évaluation des quantités d'amiante qui y sont contenues ainsi que de l'échéancier des travaux qui est inconnu lorsqu'aucun plan de mise hors service des bâtiments n'est prévu.

28. Fonds de roulement

La Ville possède un fonds de roulement dont le capital est fixé à 11 000 000 \$ (10 000 000 \$ au 31 décembre 2023). Les remboursements en capital sur les sommes empruntées à même ce fonds doivent être effectués sur une période maximum de 10 ans et se font à même les activités financières de fonctionnement.

RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES - INFORMATIONS SECTORIELLES CONSOLIDÉES
RÉSULTATS DÉTAILLÉS PAR ORGANISMES
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024

| | | Réalisations 2023 | Budget 2024 | Réalisations 2024 | | | Total consolidé ¹ |
|---|----|---|---------------------------|---------------------------|--------------------------------|--------------------------------------|------------------------------|
| | | Administration municipale Redressé note 24 | Administration municipale | Administration municipale | Ventilation de l'amortissement | Organismes contrôlés et partenariats | |
| Revenus | | | | | | | |
| Fonctionnement | | | | | | | |
| Taxes | 1 | 53 230 764 | 55 105 940 | 55 180 261 | | | 55 180 261 |
| Compensations tenant lieu de taxes | 2 | 4 853 503 | 4 788 070 | 4 786 217 | | | 4 785 672 |
| Quotes-parts | 3 | | | | | 2 878 624 | (13 075) |
| Transferts | 4 | 2 625 893 | 3 062 705 | 12 864 135 | | | 12 864 135 |
| Services rendus | 5 | 7 370 803 | 7 272 395 | 8 088 576 | | | 7 923 989 |
| Imposition de droits | 6 | 2 946 922 | 2 208 250 | 3 548 007 | | | 3 548 007 |
| Amendes et pénalités | 7 | 1 242 544 | 1 042 000 | 1 059 574 | | | 1 059 574 |
| Revenus de placements de portefeuille | 8 | 946 652 | 300 000 | 1 375 116 | | 70 508 | 1 445 624 |
| Autres revenus d'intérêts | 9 | 281 292 | 150 000 | 168 993 | | 15 919 | 184 912 |
| Autres revenus | 10 | 1 039 434 | 1 070 640 | 2 709 474 | | 12 127 | 2 721 601 |
| Effet net des opérations de restructuration | 11 | | | | | | |
| | 12 | 74 537 807 | 75 000 000 | 89 780 353 | | 2 977 178 | 89 700 700 |
| Investissement | | | | | | | |
| Taxes | 13 | 1 581 294 | 1 580 000 | 1 591 549 | | | 1 591 549 |
| Quotes-parts | 14 | | | | | | |
| Transferts | 15 | 4 989 726 | 8 317 610 | 4 749 942 | | | 4 749 942 |
| Imposition de droits | 16 | | | | | | |
| Autres revenus | | | | | | | |
| Contributions des promoteurs | 17 | | | 3 355 624 | | | 3 355 624 |
| Autres | 18 | 422 315 | | 631 525 | | | 631 525 |
| Quote-part dans les résultats nets d'entreprises municipales et de partenariats commerciaux | 19 | | | | | | |
| Effet net des opérations de restructuration | 20 | | | | | | |
| | 21 | 6 993 335 | 9 897 610 | 10 328 640 | | | 10 328 640 |
| | 22 | 81 531 142 | 84 897 610 | 100 108 993 | | 2 977 178 | 100 029 340 |
| Charges | | | | | | | |
| Administration générale | 23 | 7 681 884 | 9 114 090 | 8 411 265 | 358 108 | | 8 769 373 |
| Sécurité publique | 24 | 12 963 754 | 13 185 160 | 13 159 432 | 582 057 | | 13 741 489 |
| Transport | 25 | 10 580 416 | 10 070 060 | 9 487 201 | 3 618 303 | | 13 105 504 |
| Hygiène du milieu | 26 | 11 655 590 | 13 202 210 | 13 849 117 | 2 480 898 | 2 819 284 | 16 092 468 |
| Santé et bien-être | 27 | 968 184 | 250 800 | 180 161 | | | 180 161 |
| Aménagement, urbanisme et développement | 28 | 2 738 646 | 3 186 070 | 20 380 910 | 66 031 | | 20 446 941 |
| Loisirs et culture | 29 | 15 168 822 | 16 763 010 | 16 831 013 | 2 448 642 | | 19 279 655 |
| Réseau d'électricité | 30 | | | | | | |
| Frais de financement | 31 | 1 805 352 | 2 198 600 | 2 223 361 | | 21 548 | 2 244 909 |
| Effet net des opérations de restructuration | 32 | | | | | | |
| Amortissement des immobilisations corporelles et des actifs incorporels achetés | 33 | 8 573 317 | 10 200 000 | 9 554 039 | (9 554 039) | | |
| | 34 | 72 135 965 | 78 170 000 | 94 076 499 | | 2 840 832 | 93 860 500 |
| Excédent (déficit) lié aux activités | 35 | 9 395 177 | 6 727 610 | 6 032 494 | | 136 346 | 6 168 840 |

1. Le total consolidé exclut les opérations entre l'administration municipale et ses organismes contrôlés et partenariats.

RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES - INFORMATIONS SECTORIELLES CONSOLIDÉES
EXCÉDENT (DÉFICIT) DE FONCTIONNEMENT À DES FINS FISCALES PAR ORGANISMES
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024

| | | Réalizations 2023 | Budget 2024 | Administration municipale | Réalizations 2024 | Total consolidé ¹ |
|--|----|---------------------------|---------------------------|---------------------------|--------------------------------------|------------------------------|
| | | Administration municipale | Administration municipale | Administration municipale | Organismes contrôlés et partenariats | |
| | | Redressé note 24 | | | | |
| Excédent (déficit) lié aux activités | 1 | 9 395 177 | 6 727 610 | 6 032 494 | 136 346 | 6 168 840 |
| Moins : revenus d'investissement | 2 | (6 993 335) | (9 897 610) | (10 328 640) | () | (10 328 640) |
| Excédent (déficit) de fonctionnement de l'exercice avant conciliation à des fins fiscales | 3 | 2 401 842 | (3 170 000) | (4 296 146) | 136 346 | (4 159 800) |
| CONCILIATION À DES FINS FISCALES | | | | | | |
| <i>Ajouter (déduire)</i> | | | | | | |
| Immobilisations corporelles et actifs incorporels achetés | | | | | | |
| Amortissement | 4 | 8 573 317 | 10 200 000 | 9 554 039 | 326 327 | 9 880 366 |
| Produit de cession | 5 | 51 917 | 20 000 | 90 444 | | 90 444 |
| (Gain) perte sur cession | 6 | (35 683) | | 203 750 | | 203 750 |
| Réduction de valeur / Reclassement | 7 | | | | | |
| | 8 | 8 589 551 | 10 220 000 | 9 848 233 | 326 327 | 10 174 560 |
| Propriétés destinées à la vente | | | | | | |
| Coût des propriétés vendues | 9 | | | 706 969 | | 706 969 |
| Réduction de valeur / Reclassement | 10 | | | | | |
| | 11 | | | 706 969 | | 706 969 |
| Prêts, placements de portefeuille à titre d'investissement et participations dans des entreprises municipales et des partenariats commerciaux | | | | | | |
| Remboursement ou produit de cession | 12 | | | 75 448 | | 75 448 |
| (Gain) perte sur remboursement ou sur cession | 13 | | | | | |
| Provision pour moins-value / Réduction de valeur | 14 | 31 118 | 60 000 | 107 418 | | 107 418 |
| | 15 | 31 118 | 60 000 | 182 866 | | 182 866 |
| Financement | | | | | | |
| Financement à long terme des activités de fonctionnement | 16 | | | | | |
| Remboursement de la dette à long terme | 17 | (4 316 404) | (4 556 495) | (4 532 301) | (17 039) | (4 549 340) |
| | 18 | (4 316 404) | (4 556 495) | (4 532 301) | (17 039) | (4 549 340) |
| Affectations | | | | | | |
| Activités d'investissement | 19 | (2 897 431) | (1 635 000) | (2 013 867) | (167 907) | (2 181 774) |
| Excédent (déficit) accumulé | | | | | | |
| Excédent (déficit) de fonctionnement non affecté | 20 | 1 099 625 | | 865 850 | 17 802 | 883 652 |
| Excédent de fonctionnement affecté | 21 | 511 077 | 541 495 | 612 036 | | 612 036 |
| Réserves financières et fonds réservés | 22 | (1 540 435) | (1 400 000) | (1 214 965) | | (1 214 965) |
| Dépenses constatées à taxer ou à pourvoir | 23 | 2 066 895 | (60 000) | (131 533) | (3 137) | (134 670) |
| Investissement net dans les immobilisations et autres actifs | 24 | | | | | |
| | 25 | (760 269) | (2 553 505) | (1 882 479) | (153 242) | (2 035 721) |
| | 26 | 3 543 996 | 3 170 000 | 4 323 288 | 156 046 | 4 479 334 |
| Excédent (déficit) de fonctionnement de l'exercice à des fins fiscales | 27 | 5 945 838 | | 27 142 | 292 392 | 319 534 |

1. Le total consolidé exclut les opérations entre l'administration municipale et ses organismes contrôlés et partenariats.

RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES - INFORMATIONS SECTORIELLES CONSOLIDÉES
EXCÉDENT (DÉFICIT) D'INVESTISSEMENT À DES FINS FISCALES PAR ORGANISMES
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024

| | Réalizations 2023 | | Réalizations 2024 | |
|--|---|---------------------------|--------------------------------------|------------------------------|
| | Administration municipale Redressé note 24 | Administration municipale | Organismes contrôlés et partenariats | Total consolidé ¹ |
| Revenus d'investissement | 1 | 6 993 335 | 10 328 640 | 10 328 640 |
| CONCILIATION À DES FINS FISCALES | | | | |
| <i>Ajouter (déduire)</i> | | | | |
| Immobilisations corporelles et actifs incorporels achetés | | | | |
| Acquisition d'immobilisations corporelles | | | | |
| Administration générale | 2 (| 444 556)(| 544 970)(| 544 970) |
| Sécurité publique | 3 (| 213 919)(| 399 784)(| 399 784) |
| Transport | 4 (| 13 068 611)(| 12 282 312)(| 12 282 312) |
| Hygiène du milieu | 5 (| 4 675 276)(| 8 746 331)(| 1 819 794)(|
| Santé et bien-être | 6 (|) |) |) |
| Aménagement, urbanisme et développement | 7 (| 236 558)(| 260 035)(| 260 035) |
| Loisirs et culture | 8 (| 7 460 496)(| 7 578 850)(| 7 578 850) |
| Réseau d'électricité | 9 (|) |) |) |
| Acquisition d'actifs incorporels achetés | 10 (|) |) |) |
| | 11 (| 26 099 416)(| 29 812 282)(| 1 819 794)(|
| Propriétés destinées à la revente | | | | |
| Acquisition | 12 (|) | 7 650 094)(| 7 650 094) |
| Prêts, placements de portefeuille à titre d'investissement et participations dans des entreprises municipales et des partenariats commerciaux | | | | |
| Émission ou acquisition | 13 (| 134 019)(| 134 019)(| 134 019) |
| Financement | | | | |
| Financement à long terme des activités d'investissement | 14 | 8 503 365 | 8 934 009 | 154 200 |
| Affectations | | | | |
| Activités de fonctionnement | 15 | 2 897 431 | 2 013 867 | 167 907 |
| Excédent accumulé | | | | |
| Excédent de fonctionnement non affecté | 16 | 1 080 517 | 2 315 928 | 15 120 |
| Excédent de fonctionnement affecté | 17 | 1 696 042 | 2 228 386 | 17 218 |
| Réserves financières et fonds réservés | 18 | 1 427 998 | 2 783 028 | 2 783 028 |
| | 19 | 7 101 988 | 9 341 209 | 200 245 |
| | 20 | (10 628 082) | (19 321 177) | (1 465 349) |
| Excédent (déficit) d'investissement de l'exercice à des fins fiscales | 21 | (3 634 747) | (8 992 537) | (1 465 349) |

1. Le total consolidé exclut les opérations entre l'administration municipale et ses organismes contrôlés et partenariats.

RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES - INFORMATIONS SECTORIELLES CONSOLIDÉES
SITUATION FINANCIÈRE PAR ORGANISMES
AU 31 DÉCEMBRE 2024

| | | 2023 | | 2024 | |
|---|------|--|------------------------------|--|---------------------------------|
| | | Administration municipale Redressé note 24 | Administration municipale | Organismes contrôlés et partenariats | Total consolidé ¹ |
| ACTIFS FINANCIERS | | | | | |
| Trésorerie et équivalents de trésorerie (note 4) | 1 | 21 725 562 | 92 422 | 2 030 079 | 2 122 501 |
| Débiteurs (note 5) | 2 | 24 361 857 | 28 146 044 | 207 063 | 28 353 107 |
| Prêts (note 6) | 3 | | | | |
| Placements de portefeuille (note 7) | 4 | 407 337 | 360 619 | 91 019 | 451 638 |
| Participations dans des entreprises municipales et des partenariats commerciaux | 5 | | | | |
| Actif au titre des avantages sociaux futurs (note 13) | 6 | | | | |
| Autres actifs financiers (note 8) | 7 | | 4 366 500 | | 4 366 500 |
| | 8 | 46 494 756 | 32 965 585 | 2 328 161 | 35 293 746 |
| PASSIFS | | | | | |
| Insuffisance de trésorerie et d'équivalents de trésorerie (note 4) | 9 | | | | |
| Emprunts temporaires (note 9) | 10 | | 4 648 051 | | 4 648 051 |
| Créditeurs et charges à payer (note 10) | 11 | 14 371 431 | 18 860 866 | 1 008 226 | 19 869 092 |
| Revenus reportés (note 11) | 12 | 11 138 831 | 723 009 | | 723 009 |
| Dettes à long terme (note 12) | 13 | 59 436 765 | 64 618 051 | 458 729 | 65 076 780 |
| Passif au titre des avantages sociaux futurs (note 13) | 14 | 1 244 842 | 394 762 | | 394 762 |
| Autres passifs (note 14) | 15 | 2 075 952 | 2 174 071 | 216 936 | 2 391 007 |
| | 16 | 88 267 821 | 91 418 810 | 1 683 891 | 93 102 701 |
| ACTIFS FINANCIERS NETS (DETTE NETTE) | 17 | (41 773 065) | (58 453 225) | 644 270 | (57 808 955) |
| ACTIFS NON FINANCIERS | | | | | |
| Immobilisations corporelles (note 15) | 18 | 194 351 455 | 214 315 505 | 6 068 857 | 220 384 362 |
| Propriétés destinées à la revente (note 16) | 19 | 3 723 240 | 6 299 866 | | 6 299 866 |
| Stocks de fournitures | 20 | 560 692 | 534 010 | 51 794 | 585 804 |
| Actifs incorporels achetés (note 17) | 21 | | | | |
| Autres actifs non financiers (note 18) | 22 | 693 240 | 891 902 | 45 746 | 937 648 |
| | 23 | 199 328 627 | 222 041 283 | 6 166 397 | 228 207 680 |
| EXCÉDENT (DÉFICIT) ACCUMULÉ | | | | | |
| Excédent (déficit) de fonctionnement non affecté | 24 | 8 024 506 | 2 722 960 | 261 749 | 2 984 709 |
| Excédent de fonctionnement affecté | 25 | 3 475 852 | 2 068 392 | 2 517 108 | 4 585 500 |
| Réserves financières et fonds réservés | 26 | 1 687 992 | 1 365 279 | | 1 365 279 |
| Dépenses constatées à taxer ou à pourvoir | 27 (| 2 072 106) (| 1 975 592) (| 194 192) (| 2 169 784) |
| Financement des investissements en cours | 28 | 598 151 | (8 865 858) | (1 381 720) | (10 247 578) |
| Investissement net dans les immobilisations et autres actifs | 29 | 145 841 167 | 168 272 877 | 5 607 722 | 173 880 599 |
| Gains (pertes) de réévaluation cumulés | 30 | | | | |
| | 31 | 157 555 562 | 163 588 058 | 6 810 667 | 170 398 725 |
| Obligations contractuelles (note 19) | | | | | |
| Droits contractuels (note 20) | | | | | |
| Passifs éventuels (note 21) | | | | | |
| Actifs éventuels (note 22) | | | | | |

1. Le total consolidé exclut les soldes réciproques entre l'administration municipale et ses organismes contrôlés et partenariats.

RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES CONSOLIDÉS
CHARGES PAR OBJETS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024

| | | Administration municipale | | Données consolidées | |
|---|------|---------------------------|----------------------|----------------------|----------------------|
| | | Budget 2024 | Réalizations 2024 | Réalizations 2024 | Réalizations 2023 |
| Rémunération | | | | | |
| Liée au programme Accès entreprise Québec | 1 | | | | |
| Autre | 2 | 21 767 270 | 21 820 580 | 22 343 461 | 19 843 192 |
| Charges sociales | | | | | |
| Liées au programme Accès entreprise Québec | 3 | | | | |
| Autres | 4 | 4 754 660 | 4 150 710 | 4 268 938 | 4 435 618 |
| Biens et services | | | | | |
| Services obtenus d'organismes municipaux | | | | | |
| Compensations pour services municipaux | 5 | | | | |
| Ententes de services | | | | | |
| Services de transport collectif | 6 | | | | |
| Autres services | 7 | | | | |
| Autres biens et services | 8 | 23 358 445 | 40 035 952 | 41 712 633 | 24 484 303 |
| Frais de financement | | | | | |
| Intérêts et autres frais sur la dette à long terme à la charge | | | | | |
| De l'organisme municipal | 9 | 1 947 915 | 1 887 743 | 1 909 291 | 1 382 252 |
| D'autres organismes municipaux | 10 | | | | |
| Du gouvernement du Québec et ses entreprises | 11 | 220 385 | 296 661 | 296 661 | 397 944 |
| D'autres tiers | 12 | | | | |
| Autres frais de financement | 13 | 30 300 | 38 957 | 38 957 | 33 364 |
| Contributions | | | | | |
| Organismes municipaux | | | | | |
| Quotes-parts | 14 | 13 227 930 | 13 392 994 | 10 501 295 | 9 248 451 |
| Transferts | 15 | 1 632 160 | 1 625 701 | 1 625 701 | 2 736 638 |
| Autres | 16 | | | | |
| Autres | | | | | |
| Transferts | 17 | | | | |
| Autres | 18 | | | | |
| Amortissement | | | | | |
| Immobilisations corporelles | 19 | 10 200 000 | 9 554 039 | 9 880 366 | 8 880 305 |
| Actifs incorporels achetés | 20 | | | | |
| Autres | | | | | |
| Autres | 21.1 | 1 030 935 | 1 175 043 | 1 175 043 | 316 600 |
| OMHS - CHARGE DE DÉSACTUALISATION | 21.2 | | 98 119 | 108 154 | 103 152 |
| | 22 | 78 170 000 | 94 076 499 | 93 860 500 | 71 861 819 |

Redressé note 24

Note

RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES CONSOLIDÉS
EXCÉDENT (DÉFICIT) ACCUMULÉ
AU 31 DÉCEMBRE 2024

| | | 2024 | 2023 |
|--|------|---------------|---------------|
| Excédent (déficit) accumulé | | | |
| Excédent (déficit) de fonctionnement non affecté | 1 | 2 984 709 | 8 309 635 |
| Excédent de fonctionnement affecté | 2 | 4 585 500 | 5 727 332 |
| Réserves financières et fonds réservés | 3 | 1 365 279 | 1 687 992 |
| Dépenses constatées à taxer ou à pourvoir | 4 | (2 169 784) | (2 269 436) |
| Financement des investissements en cours | 5 | (10 247 578) | 681 778 |
| Investissement net dans les immobilisations et autres actifs | 6 | 173 880 599 | 150 092 584 |
| Gains (pertes) de réévaluation cumulés | 7 | | |
| | 8 | 170 398 725 | 164 229 885 |
| VENTILATION DES DIFFÉRENTS ÉLÉMENTS | | | |
| Excédent (déficit) de fonctionnement non affecté | | | |
| Administration municipale | 9 | 2 722 960 | 8 024 506 |
| Organismes contrôlés et partenariats ¹ | 10 | 261 749 | 285 129 |
| | 11 | 2 984 709 | 8 309 635 |
| Excédent de fonctionnement affecté | | | |
| Administration municipale | | | |
| ▪ Activités d'investissement | 12.1 | 247 794 | 2 273 790 |
| ▪ Budget fonctionnement | 12.2 | 1 820 597 | 1 202 062 |
| | 13 | 2 068 391 | 3 475 852 |
| Organismes contrôlés et partenariats ¹ | | | |
| ▪ Activités d'investissement | 14.1 | 219 359 | 135 730 |
| ▪ Réserve de boues | 14.2 | 2 297 750 | 2 115 750 |
| | 15 | 2 517 109 | 2 251 480 |
| | 16 | 4 585 500 | 5 727 332 |

1. Les éliminations sont imputées aux organismes contrôlés et partenariats.

RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES CONSOLIDÉS
EXCÉDENT (DÉFICIT) ACCUMULÉ (suite)
AU 31 DÉCEMBRE 2024

| | 2024 | 2023 |
|---|-----------|-----------|
| VENTILATION DES DIFFÉRENTS ÉLÉMENTS (suite) | | |
| Réserves financières et fonds réservés | | |
| Réserves financières - Administration municipale | | |
| ▪ | 17.1 | |
| | 18 | |
| Réserves financières - Organismes contrôlés et partenariats | | |
| ▪ | 19.1 | |
| | 20 | |
| Fonds réservés | | |
| Fonds de roulement | | |
| Administration municipale | 21 | 1 185 489 |
| Organismes contrôlés et partenariats | 22 | 1 568 132 |
| Soldes disponibles des règlements d'emprunt fermés | | |
| Montant réservé pour le service de la dette à long terme | | |
| Administration municipale | 23 | |
| Organismes contrôlés et partenariats | 24 | |
| Montant non réservé | | |
| Administration municipale | 25 | |
| Organismes contrôlés et partenariats | 26 | |
| Fonds local d'investissement | 27 | |
| Fonds local de solidarité | 28 | |
| Fonds réservé aux dépenses liées à la tenue d'une élection | 29 | 179 790 |
| Autres | | 119 860 |
| ▪ | 30.1 | |
| | 31 | 1 365 279 |
| | 32 | 1 687 992 |
| | 1 365 279 | 1 687 992 |

RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES CONSOLIDÉS
EXCÉDENT (DÉFICIT) ACCUMULÉ (suite)
AU 31 DÉCEMBRE 2024

| | 2024 | 2023 |
|--|--------|-------------|
| VENTILATION DES DIFFÉRENTS ÉLÉMENTS (suite) | | |
| Dépenses constatées à taxer ou à pourvoir | | |
| Mesures d'allègement fiscal liées aux écarts de constatation avec les normes comptables | | |
| Avantages sociaux futurs | | |
| Déficit initial au 1 ^{er} janvier 2007 | | |
| Régimes de retraite et régimes supplémentaires de retraite | 33 (|)(|
| Régimes d'avantages complémentaires de retraite et autres avantages sociaux futurs | 34 (|)(|
| Avantages postérieurs au 1 ^{er} janvier 2007 | | |
| Régimes de retraite et régimes supplémentaires de retraite | | |
| Mesure d'allègement pour la crise financière 2008 | 35 (|)(|
| Mesure d'allègement pour la COVID-19 | 36 (|)(|
| Autres | 37 (|)(|
| Régimes d'avantages complémentaires de retraite et autres avantages sociaux futurs | 38 (|)(|
| | 39 (|)(|
| Assainissement des sites contaminés | 40 (|)(|
| Obligations liées à la mise hors service d'immobilisations | 41 (| 2 052 084)(|
| Appariement fiscal pour revenus de transfert | 42 (|)(|
| Autres | | |
| ▪ | 43.1 (|)(|
| | 44 (| 2 052 084)(|
| Autres mesures d'allègement fiscal | | |
| Mesures relatives à la TVQ | | |
| Utilisation du fonds général | 45 (|)(|
| Utilisation du fonds de roulement | 46 (|)(|
| Mesures relatives à la COVID-19 | | |
| Utilisation du fonds général | 47 (|)(|
| Utilisation du fonds de roulement | 48 (|)(|
| Autres | | |
| ▪ | 49.1 (|)(|
| | 50 (|)(|
| Financement à long terme des activités de fonctionnement | | |
| Mesure relative à la TVQ | 51 (|)(|
| Mesure relative à la COVID-19 | 52 (|)(|
| Frais d'émission de la dette à long terme | 53 (|)(|
| Dette à long terme liée au FLI et au FLS | 54 (|)(|
| Autres | | |
| ▪ Programme Revi-Sols | 55.1 (| 117 700)(|
| | 56 (| 117 700)(|
| Éléments présentés à l'encontre des DCTP | | |
| Financement des activités de fonctionnement | 57 | |
| Fonds d'amortissement pour emprunts de fonctionnement | 58 | |
| Prêts aux entreprises liés au FLI et au FLS et placements de portefeuille à titre d'investissement liés au FLI | 59 | |
| Autres prêts et placements de portefeuille à titre d'investissement liés à des emprunts de fonctionnement | 60 | |
| Autres | | |
| ▪ | 61.1 | |
| | 62 | |
| | 63 (| 2 169 784)(|
| | | 2 269 436) |

RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES CONSOLIDÉS
EXCÉDENT (DÉFICIT) ACCUMULÉ (suite)
AU 31 DÉCEMBRE 2024

| | 2024 | 2023 |
|--|-------------------|-------------|
| VENTILATION DES DIFFÉRENTS ÉLÉMENTS (suite) | | |
| Financement des investissements en cours | | |
| Financement non utilisé | 64 5 751 872 | 5 221 272 |
| Investissements à financer | 65 (15 999 450)(| 4 539 494) |
| | 66 (10 247 578) | 681 778 |
| Investissement net dans les immobilisations et autres actifs | | |
| Éléments d'actif | | |
| Immobilisations corporelles et actifs incorporels achetés | 67 220 384 362 | 198 926 846 |
| Propriétés destinées à la revente | 68 10 666 366 | 3 723 240 |
| Prêts | 69 | |
| Placements de portefeuille à titre d'investissement | 70 308 491 | 357 337 |
| Participations dans des entreprises municipales et des partenariats commerciaux | 71 | |
| | 72 231 359 219 | 203 007 423 |
| Ajustements aux éléments d'actif | 73 | |
| | 74 231 359 219 | 203 007 423 |
| Éléments de passif correspondant | | |
| Dette à long terme | 75 (65 076 780)(| 59 760 739) |
| Frais reportés liés à la dette à long terme | 76 (481 266)(| 463 134) |
| Montants des débiteurs et autres montants affectés au remboursement de la dette à long terme | 77 7 961 726 | 7 166 423 |
| Dettes aux fins des activités de fonctionnement | 78 | |
| Autres dettes n'affectant pas l'investissement net | 79 117 700 | 142 611 |
| | 80 (57 478 620)(| 52 914 839) |
| Dette en cours de refinancement et ajustements aux éléments de passif | 81 () |) |
| | 82 (57 478 620)(| 52 914 839) |
| | 83 173 880 599 | 150 092 584 |

RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES CONSOLIDÉS
AVANTAGES SOCIAUX FUTURS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024

A) RÉGIMES DE RETRAITE ET RÉGIMES SUPPLÉMENTAIRES DE RETRAITE À PRESTATIONS DÉTERMINÉES

Nombre de régimes à la fin de l'exercice

| | | |
|-------------------------------------|---|---|
| Régimes de retraite enregistrés | 1 | 1 |
| Régimes supplémentaires de retraite | 2 | 1 |

Description des régimes, date de la plus récente évaluation actuarielle et autres renseignements

Avant de tenir compte de modifications qui ont été apportées au régime en date du 1er juillet 2017, les employés de la Ville participaient à l'un des 2 régimes de retraite offerts. Tous les employés de l'ex-Sorel et les nouveaux employés engagés depuis le 1er janvier 2002 participent au Régime de retraite pour les employés municipaux de la Ville de Sorel-Tracy ("Régime Sorel"), alors que les employés de l'ex-Tracy ont eu la possibilité d'adhérer ou non (à des dates différentes selon les groupes) au Régime Sorel pour leur service futur, alors que leur service passé est maintenu dans le Régime de retraite des officiers et employés de la Ville de Tracy ("Régime Tracy"). En 2009, une demande de fusion des 2 régimes a été transmise aux autorités gouvernementales et elle a été acceptée en 2010. Cette fusion n'a pas d'impact sur les prestations payables aux participants, puisque leurs droits continuent de s'accumuler selon la formule du Régime Sorel ou du Régime Tracy, selon le cas. Les 2 régimes, tels que décrits ci-après, sont donc considérés comme ne formant qu'un seul régime à compter de l'année 2009.

Formule du Régime Sorel

Pour le service crédité avant le 1er janvier 2001, la rente annuelle est égale à 2 % du salaire de l'année 2000 par année de service créditée à cette date. Pour le service crédité à compter du 1er janvier 2001, la rente créditée annuellement au régime est de 2 % du salaire de l'année (à l'exception des cadres et des cols blancs pour qui, depuis le 1er janvier 2008, la rente totale est égale à 2 % de la moyenne des trois (cinq pour les cols blancs) meilleurs salaires pour toutes les années de service crédité). Certains participants cols bleus ont eu droit à une revalorisation de leur rente accumulée au 31 décembre 2012 en fonction de leur salaire de l'année 2012. Pour les pompiers, le régime a été modifié en 2011 pour le service à compter du 1er janvier 2011 seulement, et prévoit une rente égale à 2 % de la moyenne des cinq meilleurs salaires, à laquelle s'ajoute une rente de raccordement de 0,5 % de la moyenne des cinq meilleurs salaires. Les participants financent une partie du coût annuel du régime, soit 7 % de leur salaire annuel (à l'exception des cadres qui cotisent 8,3 % de leur salaire annuel, des cols blancs qui cotisent 8,55 % de leur salaire et, depuis le 1er janvier 2011, des pompiers qui cotisent 8,5 % de leur salaire). La balance du coût est assumée par la Ville. La date de retraite normale est à 65 ans. Règle générale, la retraite peut être prise sans réduction en tout temps à compter du 60e anniversaire du participant ou lorsque la somme de son âge et de ses années de service totalise 80 s'il a alors au moins 58 ans. Cette règle s'applique également aux pompiers pour leur service crédité depuis le 1er janvier 2011. La forme normale de rente est une rente garantie cinq ans. Pour avoir droit à cette rente, le conjoint du participant doit au préalable avoir renoncé à une rente sur base d'équivalence actuarielle prévoyant une réversion à 60 % au conjoint.

RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES CONSOLIDÉS
AVANTAGES SOCIAUX FUTURS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024

Formule du Régime Tracy

Pour le service crédité avant le 1er janvier 2001, la rente annuelle par année de service crédité à cette date est égale à 1,4 % du taux de salaire au 1er janvier 2001 jusqu'à concurrence du Maximum des gains admissibles (MGA) de 2000, plus 2 % de l'excédent. Pour le service crédité à compter du 1er janvier 2001, la rente créditée annuellement au régime est de 1,4 % du salaire de l'année jusqu'à concurrence du MGA de l'année en cause, plus 2 % de l'excédent (à l'exception des cadres et des cols blancs pour qui, depuis le 1er janvier 2008, la rente totale est égale à 1,4 % de la moyenne des trois (cinq pour les cols blancs) meilleurs salaires jusqu'à concurrence du Maximum des gains admissibles (MGA), plus 2 % de l'excédent pour toutes les années de service crédité). Les participants financent une partie du coût annuel du régime, soit 3,5 % de leur salaire annuel jusqu'à concurrence du Maximum des gains admissibles de l'année, plus 5 % de l'excédent (à l'exception des cadres qui cotisent 4,8 % de leur salaire annuel jusqu'à concurrence du Maximum des gains admissibles de l'année, plus 6,3 % de l'excédent).

La balance du coût est assumée par la Ville. La date de retraite normale est à 65 ans. La rente est payable sans réduction à partir de 60 ans lorsque la somme de l'âge et du service crédité totalise 90. La forme normale de rente est une rente garantie dix ans. Pour avoir droit à cette rente, le conjoint du participant doit au préalable avoir renoncé à une rente sur base d'équivalence actuarielle prévoyant une réversion à 60 % au conjoint.

Des modifications ont été apportées au régime en date du 1er juillet 2017, découlant la Loi RRSM et de l'entente intervenue le 27 juin 2017 entre la Ville et les différents groupes d'employés, et ces modifications se résument ainsi :

Les modifications suivantes affectent les participants actifs (aucune modification pour les participants retraités) :

Volet 1 - Services antérieurs au 1er janvier 2014 :

- Abolition au 1er janvier 2014 de la prestation additionnelle.

Volet 2 - Services postérieurs au 31 décembre 2013 :

- Abolition au 1er janvier 2014 de la prestation additionnelle;

- À compter du 2 juillet 2017, la cotisation d'exercice est versée à parts égales par l'employeur et les participants actifs :

- * La cotisation est déterminée séparément pour le groupe des pompiers et pour le groupe des cols bleus, cols blancs et cadres;

- À compter du 2 juillet 2017, une cotisation de stabilisation égale à 10 % de la cotisation d'exercice établie avec marge pour écarts défavorables est versée à parts égales par l'employeur et les participants actifs;

- À ces cotisations d'exercice et de stabilisation s'ajoute la cotisation requise pour financer 50 % des cotisations d'équilibre du volet 2, le cas échéant.

RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES CONSOLIDÉS
AVANTAGES SOCIAUX FUTURS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024

- Pour les cols bleus, les cols blancs et les cadres, les modifications suivantes sont applicables pour les années de service crédité à compter du 1er janvier 2014 :

* La formule de la rente viagère est de 2,0 % du salaire de l'année, indexé annuellement;

* L'indexation annuelle de la rente viagère créditée avant la retraite est en fonction du salaire industriel moyen (SIM), maximum 3 % (sujette aux limites fiscales applicables), à l'exception de la rente créditée pour la période du 1er janvier 2014 au 31 décembre 2016 pour les employés membres du syndicat des cols bleus dont l'indexation annuelle est en fonction du salaire industriel moyen (SIM), maximum 0,4 % (sujette aux limites fiscales applicables);

* En cas de cessation d'emploi au cours d'année, l'indexation annuelle de la rente créditée est calculée au prorata de la période créditée dans l'année de cessation;

* Les participants actifs au 1er janvier 2017 qui avaient conservé les prestations sous la formule Tracy bénéficieront à compter de cette date (pour leur service à compter de cette date) des dispositions communes aux autres employés.

| | | 2024 | 2023 |
|---|------|--------------|-------------|
| Conciliation de l'actif (passif) au titre des avantages sociaux futurs | | | |
| Actif (passif) au début de l'exercice | 3 | 221 130 | (175 426) |
| Charge de l'exercice | 4 (| 982 086)(| 1 272 679) |
| Cotisations versées par l'employeur | 5 | 1 814 805 | 1 669 235 |
| Actif (passif) à la fin de l'exercice | 6 | 1 053 849 | 221 130 |
| Situation actuarielle aux fins de la comptabilisation | | | |
| Valeur des actifs à la fin de l'exercice | 7 | 84 973 439 | 83 060 200 |
| Valeur des obligations au titre des prestations constituées à la fin de l'exercice | 8 (| 85 233 439)(| 83 337 400) |
| Situation actuarielle nette : excédent (déficit) de comptabilisation | 9 | (260 000) | (277 200) |
| Pertes actuarielles non amorties (gains actuariels non amortis) | 10 | 1 313 849 | 498 330 |
| Actif (passif) au titre des avantages sociaux futurs avant provision pour moins-value | 11 | 1 053 849 | 221 130 |
| Provision pour moins-value | 12 (|) |) |
| Actif (passif) au titre des avantages sociaux futurs à la fin de l'exercice | 13 | 1 053 849 | 221 130 |
| Situation actuarielle aux fins de la comptabilisation des régimes dont la valeur des obligations excède la valeur des actifs | | | |
| Nombre de régimes en cause | 14 | | |
| Valeur des actifs à la fin de l'exercice | 15 | 84 973 439 | 83 060 200 |
| Valeur des obligations au titre des prestations constituées à la fin de l'exercice | 16 (| 85 233 439)(| 83 337 400) |
| Situation actuarielle nette : déficit de comptabilisation | 17 (| 260 000)(| 277 200) |

RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES CONSOLIDÉS
AVANTAGES SOCIAUX FUTURS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024

| | 2024 | 2023 |
|---|------------------|-------------|
| Charge de l'exercice | | |
| Coût des avantages pour les services rendus au cours de l'exercice | 18 2 915 077 | 2 639 300 |
| Coût des services passés découlant d'une modification de régime | 19 | |
| | 20 2 915 077 | 2 639 300 |
| Cotisations salariales des employés | 21 (1 750 894)(| 1 573 400) |
| Cotisations des autres employeurs dans le cas de régimes interemployeurs dont l'organisme municipal est le promoteur | 22 (55 441)(| 50 346) |
| | 23 1 108 742 | 1 015 554 |
| Amortissement des pertes actuarielles (gains actuariels) | 24 (117 984) | 263 461 |
| Pertes actuarielles constatées (gains actuariels constatés) lors d'une modification de régime ou de la variation de la provision pour moins-value | 25 | |
| Pertes nettes (gains nets) découlant d'une compression de régime | 26 | |
| Pertes nettes (gains nets) découlant d'un règlement de régime | 27 | |
| Variation de la provision pour moins-value | 28 | |
| Autres | 29.1 | |
| ▪ | | |
| Charge de l'exercice excluant les intérêts | 30 990 758 | 1 279 015 |
| Intérêts débiteurs sur les obligations au titre des prestations constituées | 31 5 047 299 | 4 936 264 |
| Rendement espéré des actifs | 32 (5 055 971)(| 4 942 600) |
| Charge d'intérêts nette (intérêts créditeurs nets) | 33 (8 672) | (6 336) |
| Charge de l'exercice | 34 982 086 | 1 272 679 |
| Informations complémentaires | | |
| Rendement réel des actifs pour l'exercice | 35 2 739 347 | 2 240 617 |
| Rendement espéré des actifs pour l'exercice | 36 (5 055 971)(| 4 942 600) |
| Gain (perte) de l'exercice sur le rendement des actifs | 37 (2 316 624) | (2 701 983) |
| Gain (perte) de l'exercice sur les obligations au titre des prestations constituées | 38 1 619 089 | 2 072 166 |
| Prestations versées au cours de l'exercice | 39 4 447 248 | 4 291 698 |
| Valeur de marché des actifs à la fin de l'exercice (si différente de la valeur des actifs présentée à la ligne 7) | 40 | 80 168 700 |
| Valeur de marché des actifs à la fin de l'exercice constitués de titres de créances émis par l'organisme municipal | 41 | |
| Valeur des obligations des régimes supplémentaires de retraite <u>non capitalisés</u> comprises dans les obligations présentées à la ligne 8 | 42 260 000 | 277 200 |
| Valeur des obligations implicites comprises dans la valeur des obligations présentée à la ligne 8 | | |
| Pour la réserve de restructuration | 43 | |
| Pour le fonds de stabilisation et la réserve liée à la PED | 44 10 345 070 | 10 976 600 |
| DMERCA du nouveau volet | 45 | |
| DMERCA de l'ancien volet | 46 | |
| Espérance de vie des participants (retraités et actifs) de l'ancien volet | 47 | |
| Hypothèses d'évaluation actuarielle aux fins de la comptabilisation (taux pondéré s'il y a plus d'un régime) | | |
| Taux d'actualisation (fin d'exercice) | 48 6,13 % | 6,10 % |
| Taux de rendement prévu à long terme (au cours de l'exercice) | 49 6,11 % | 6,08 % |
| Taux de croissance des salaires (fin d'exercice) | 50 2,75 % | 2,75 % |
| Taux d'inflation (fin d'exercice) | 51 2,00 % | 2,00 % |
| Autres hypothèses économiques | 52.1 | |
| ▪ | | |

RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES CONSOLIDÉS
AVANTAGES SOCIAUX FUTURS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024

RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES CONSOLIDÉS
AVANTAGES SOCIAUX FUTURS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024

B) RÉGIMES D'AVANTAGES COMPLÉMENTAIRES DE RETRAITE ET AUTRES AVANTAGES SOCIAUX FUTURS
À PRESTATIONS DÉTERMINÉES

Nombre de régimes à la fin de l'exercice

| | | |
|---|----|---|
| Régimes d'avantages complémentaires de retraite | 53 | |
| Autres avantages sociaux futurs | 54 | 1 |

Description des régimes et avantages, date de la plus récente évaluation actuarielle (s'il y a lieu) et autres renseignements

En plus des prestations de retraite, les employés ont les avantages suivants :

- les avantages complémentaires de retraite comme l'assurance-vie offertes aux retraités.

La dernière évaluation de comptabilisation des coûts et obligations, relative aux avantages ci-dessus, a été effectuée au 31 décembre 2021.

| | 2024 | 2023 |
|--|----------------|-------------|
| Conciliation de l'actif (passif) au titre des avantages sociaux futurs | | |
| Actif (passif) au début de l'exercice | 55 (1 465 972) | (1 459 340) |
| Charge de l'exercice | 56 (6 894) | (19 546) |
| Cotisations, prestations ou primes versées par l'employeur | 57 10 467 | 12 914 |
| Actif (passif) à la fin de l'exercice | 58 (1 448 611) | (1 465 972) |
| Situation actuarielle aux fins de la comptabilisation | | |
| Valeur des actifs à la fin de l'exercice | 59 | |
| Valeur des obligations au titre des prestations constituées à la fin de l'exercice | 60 (943 427) | (987 300) |
| Situation actuarielle nette : excédent (déficit) de comptabilisation | 61 (943 427) | (987 300) |
| Pertes actuarielles non amorties (gains actuariels non amortis) | 62 (505 184) | (478 672) |
| Actif (passif) au titre des avantages sociaux futurs à la fin de l'exercice avant la provision pour moins-value | 63 (1 448 611) | (1 465 972) |
| Provision pour moins-value | 64 () | () |
| Actif (passif) au titre des avantages sociaux futurs à la fin de l'exercice | 65 (1 448 611) | (1 465 972) |
| Situation actuarielle aux fins de la comptabilisation des régimes et avantages dont la valeur des obligations excède la valeur des actifs | | |
| Nombre de régimes et avantages en cause | 66 | |
| Valeur des actifs à la fin de l'exercice | 67 | |
| Valeur des obligations au titre des prestations constituées à la fin de l'exercice | 68 (943 427) | (987 300) |
| Situation actuarielle nette : déficit de comptabilisation | 69 (943 427) | (987 300) |

RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES CONSOLIDÉS
AVANTAGES SOCIAUX FUTURS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024

| | 2024 | 2023 |
|---|-------------|----------|
| Charge de l'exercice | | |
| Coût des avantages pour les services rendus au cours de l'exercice | 70 | |
| Coût des services passés découlant d'une modification de régime | 71 | |
| | 72 | |
| Cotisations salariales des employés | 73 () | () |
| Cotisations, prestations ou primes à la charge des autres employeurs dans le cas de régimes interemployeurs dont l'organisme municipal est le promoteur | 74 (71) | (83) |
| | 75 (71) | (83) |
| Amortissement des pertes actuarielles (gains actuariels) | 76 (54 452) | (20 071) |
| Pertes actuarielles constatées (gains actuariels constatés) lors d'une modification de régime ou de la variation de la provision pour moins-value | 77 | |
| Pertes nettes (gains nets) découlant d'une compression de régime | 78 | |
| Pertes nettes (gains nets) découlant d'un règlement de régime | 79 | |
| Variation de la provision pour moins-value | 80 | |
| Autres | 81.1 | |
| ▪ | | |
| Charge de l'exercice excluant les intérêts | 82 (54 523) | (20 154) |
| Intérêts débiteurs sur les obligations au titre des prestations constituées | 83 47 629 | 39 700 |
| Rendement espéré des actifs | 84 () | () |
| Charge d'intérêts nette (intérêts créditeurs nets) | 85 47 629 | 39 700 |
| Charge de l'exercice | 86 (6 894) | 19 546 |
| Informations complémentaires | | |
| Rendement réel des actifs pour l'exercice | 87 | |
| Rendement espéré des actifs pour l'exercice | 88 () | () |
| Gain (perte) de l'exercice sur le rendement des actifs | 89 | |
| Gain (perte) de l'exercice sur les obligations au titre des prestations constituées | 90 80 964 | 39 403 |
| Prestations versées au cours de l'exercice | 91 10 538 | 12 997 |
| Valeur de marché des actifs à la fin de l'exercice (si différente de la valeur des actifs présentée à la ligne 59) | 92 | |
| Valeur de marché des actifs à la fin de l'exercice constitués de titres de créances émis par l'organisme municipal | 93 | |
| Valeur des obligations des régimes d'avantages complémentaires de retraite capitalisés comprises dans les obligations présentées à la ligne 60 | 94 | |
| DMERCA (moyenne pondérée s'il y a lieu) | 95 12 | 13 |
| Hypothèses d'évaluation actuarielle aux fins de la comptabilisation | | |
| (taux pondéré s'il y a plus d'un régime) | | |
| Taux d'actualisation (fin d'exercice) | 96 4,10 % | 4,85 % |
| Taux de rendement prévu à long terme (au cours de l'exercice) | 97 % | % |
| Taux de croissance des salaires (fin d'exercice) | 98 % | % |
| Taux d'inflation (fin d'exercice) | 99 % | % |
| Taux initial de croissance du coût des soins de santé (fin d'exercice) | 100 % | % |
| Taux ultime de croissance du coût des soins de santé (fin d'exercice) | 101 % | % |
| Année où la tendance rejoint le taux ultime (fin d'exercice) | 102 | |
| Autres hypothèses économiques | 103.1 | |
| ▪ | | |

RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES CONSOLIDÉS
AVANTAGES SOCIAUX FUTURS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024

Description du régime

Le Régime de retraite des élus municipaux (RREM) et le Régime de prestations supplémentaires des élus municipaux (RPSEM), ce dernier s'appliquant de façon complémentaire s'il y a lieu aux élus municipaux en poste le 31 décembre 2000 et aux personnes ayant droit à une rente du RREM à cette date, sont des régimes à prestations déterminées gérés en vertu de la Loi sur le régime de retraite des élus municipaux (chapitre R-9.3). Dans le cas du RREM, les élus participants et les municipalités participantes se partagent le financement du régime par le versement de cotisations dans le cas des élus et de contributions dans le cas des municipalités. Dans le cas du RPSEM, seules les municipalités participantes sont responsables de verser les contributions requises. Les cotisations et les contributions sont établies conformément aux taux et règles fixés par règlement du gouvernement.

Étant donné que ces deux régimes sont des régimes à employeurs multiples administrés par Retraite Québec, qui ne comportent pas de comptes distincts, les municipalités participantes comptabilisent ces régimes comme s'ils étaient des régimes à cotisations déterminées. Ainsi, la charge encourue dans un exercice donné par une municipalité participante relativement à ces régimes de retraite correspond aux contributions devant être versées par elle pour cet exercice telles qu'établies par règlement du gouvernement.

| | | <u>2024</u> | <u>2023</u> |
|--|-----|-------------|-------------|
| Cotisations des élus au RREM | 118 | 15 871 | 15 353 |
| Charge de l'exercice | | | |
| Contributions de l'employeur au RREM | 119 | 53 486 | 51 755 |
| Contributions de l'employeur à titre de participation au RPSEM | 120 | 29 942 | 30 993 |
| | 121 | 83 428 | 82 748 |

Note

Renseignements financiers consolidés non audités

ANALYSE DES REVENUS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024

| <i>Non audité</i> | Administration municipale | | Données consolidées | | |
|---|---------------------------|----------------------|----------------------|----------------------|------------|
| | Budget 2024 | Réalizations 2024 | Réalizations 2024 | Réalizations 2023 | |
| TAXES | | | | | |
| SUR LA VALEUR FONCIÈRE | | | | | |
| Taxes générales | | | | | |
| Taxe foncière générale | 1 | 38 892 210 | 38 709 695 | 38 709 695 | 38 064 438 |
| Taxes spéciales | | | | | |
| Service de la dette | 2 | 6 498 395 | 6 478 093 | 6 478 093 | 5 911 134 |
| Activités de fonctionnement | 3 | | | | |
| Activités d'investissement | 4 | | | | |
| Réserve financière pour le service de l'eau | 5 | | | | |
| Réserve financière pour le service de la voirie | 6 | | | | |
| Taxes de secteur | | | | | |
| Taxes spéciales | | | | | |
| Service de la dette | 7 | | | | 33 |
| Activités de fonctionnement | 8 | | | | |
| Activités d'investissement | 9 | | | | |
| Autres | 10 | | | | |
| | 11 | 45 390 605 | 45 187 788 | 45 187 788 | 43 975 605 |
| SUR UNE AUTRE BASE | | | | | |
| Taxes, compensations et tarification | | | | | |
| Services municipaux | | | | | |
| Eau | 12 | 3 217 185 | 3 383 900 | 3 383 900 | 3 011 990 |
| Égout | 13 | 2 004 760 | 2 067 795 | 2 067 795 | 2 032 052 |
| Traitement des eaux usées | 14 | | | | |
| Matières résiduelles | 15 | 4 252 785 | 4 277 128 | 4 277 128 | 3 953 245 |
| Autres | | | | | |
| ▪ Entretien cours d'eau | 16.1 | | | | |
| Centres d'urgence 9-1-1 | 17 | 200 000 | 223 044 | 223 044 | 202 327 |
| Service de la dette | 18 | 40 605 | 40 606 | 40 606 | 55 545 |
| Pouvoir général de taxation | 19 | | | | |
| Activités de fonctionnement | 20 | | | | |
| Activités d'investissement | 21 | 1 580 000 | 1 591 549 | 1 591 549 | 1 581 294 |
| | 22 | 11 295 335 | 11 584 022 | 11 584 022 | 10 836 453 |
| Taxes d'affaires | | | | | |
| Sur l'ensemble de la valeur locative | 23 | | | | |
| Autres | 24 | | | | |
| | 25 | | | | |
| | 26 | 11 295 335 | 11 584 022 | 11 584 022 | 10 836 453 |
| | 27 | 56 685 940 | 56 771 810 | 56 771 810 | 54 812 058 |

ANALYSE DES REVENUS CONSOLIDÉS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024

| <i>Non audité</i> | Administration municipale | | Données consolidées | |
|--|---------------------------|----------------------|----------------------|----------------------|
| | Budget 2024 | Réalisations 2024 | Réalisations 2024 | Réalisations 2023 |
| COMPENSATIONS TENANT LIEU DE TAXES | | | | |
| GOVERNEMENT DU QUÉBEC ET SES ENTREPRISES | | | | |
| Immeubles et établissements d'entreprises du gouvernement | 28 | 965 | 9 646 | 2 329 286 |
| Immeubles de la Société québécoise d'infrastructures | 29 | 2 426 865 | 2 416 641 | 2 416 641 |
| Compensations pour les terres publiques | 30 | | | |
| Immeubles des réseaux | | | | |
| Santé et services sociaux | 31 | 1 003 615 | 999 984 | 1 122 581 |
| Cégeps et universités | 32 | 275 225 | 275 963 | 258 522 |
| Écoles primaires et secondaires | 33 | 963 290 | 965 871 | 1 029 612 |
| Immeubles de certains gouvernements et d'organismes internationaux | 34 | | | |
| | 35 | 4 669 960 | 4 668 105 | 4 740 001 |
| GOVERNEMENT DU CANADA ET SES ENTREPRISES | | | | |
| Taxes sur la valeur foncière | 36 | 110 480 | 110 482 | 106 292 |
| Taxes sur une autre base | | | | |
| Taxes, compensations et tarification | 37 | 1 635 | 1 635 | 1 545 |
| Taxes d'affaires | 38 | | | |
| | 39 | 112 115 | 112 117 | 107 837 |
| ORGANISMES MUNICIPAUX | | | | |
| Taxes sur la valeur foncière | 40 | | | |
| Taxes sur une autre base | | | | |
| Taxes, compensations et tarification | 41 | 5 995 | 5 995 | 5 150 |
| | 42 | 5 995 | 5 995 | 5 150 |
| AUTRES | | | | |
| Taxes foncières des entreprises autoconsommatrices d'électricité | 43 | | | |
| Autres | 44 | | | |
| | 45 | | | |
| | 46 | 4 788 070 | 4 786 217 | 4 852 988 |

ANALYSE DES REVENUS CONSOLIDÉS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024

| <i>Non audité</i> | Administration municipale | | Données consolidées | |
|--|---------------------------|----------------------|----------------------|----------------------|
| | Budget 2024 | Réalisations 2024 | Réalisations 2024 | Réalisations 2023 |
| TRANSFERTS | | | | |
| TRANSFERTS RELATIFS À DES ENTENTES DE PARTAGE DES FRAIS ET AUTRES TRANSFERTS - FONCTIONNEMENT | | | | |
| Administration générale | 47 | | | 12 016 |
| Sécurité publique | | | | |
| Police | 48 | | | |
| Sécurité incendie | | | | |
| Premiers répondants | 49 | | | |
| Autres | 50 | 3 200 | 4 306 | 5 542 |
| Sécurité civile | 51 | | | |
| Autres | 52 | | | |
| Transport | | | | |
| Réseau routier | | | | |
| Voirie municipale | 53 | 136 490 | 91 954 | 250 618 |
| Enlèvement de la neige | 54 | 90 500 | 925 | 109 049 |
| Autres | 55 | | 289 | 1 823 |
| Transport collectif | | | | |
| Transport en commun | | | | |
| Transport régulier | 56 | | | |
| Transport adapté | 57 | | | |
| Transport scolaire | 58 | | | |
| Autres | 59 | | | |
| Transport aérien | 60 | | | |
| Transport par eau | 61 | | | |
| Autres | 62 | | | |
| Hygiène du milieu | | | | |
| Eau et égout | | | | |
| Approvisionnement et traitement de l'eau potable | 63 | | | |
| Réseau de distribution de l'eau potable | 64 | 143 150 | 169 240 | 152 073 |
| Traitement des eaux usées | 65 | | | |
| Réseaux d'égout | 66 | 319 800 | 162 147 | 73 903 |
| Matières résiduelles | | | | |
| Déchets domestiques et assimilés | 67 | | | |
| Matières recyclables | | | | |
| Collecte sélective | | | | |
| Collecte et transport | 68 | | | |
| Tri et conditionnement | 69 | | | |
| Autres | 70 | | | |
| Autres | 71 | | | |
| Cours d'eau | 72 | | | |
| Protection de l'environnement | 73 | 3 250 | 7 648 | 6 501 |
| Autres | 74 | | | |

ANALYSE DES REVENUS CONSOLIDÉS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024

| <i>Non audité</i> | Administration municipale | | Données consolidées | |
|--|---------------------------|----------------------|----------------------|----------------------|
| | Budget 2024 | Réalisations 2024 | Réalisations 2024 | Réalisations 2023 |
| TRANSFERTS (suite) | | | | |
| TRANSFERTS RELATIFS À DES ENTENTES DE PARTAGE DES FRAIS ET AUTRES TRANSFERTS - FONCTIONNEMENT (suite) | | | | |
| Santé et bien-être | | | | |
| Habitation | | | | |
| Logement social | 75 | 10 966 | 10 966 | 735 340 |
| Autres | 76 | | | |
| Sécurité du revenu | 77 | | | |
| Autres | 78 | | | |
| Aménagement, urbanisme et développement | | | | |
| Aménagement, urbanisme et zonage | 79 | | | |
| Rénovation urbaine | 80 | | | |
| Promotion et développement économique | 81 | 9 987 988 | 9 987 988 | 38 059 |
| Autres | 82 | | | |
| Loisirs et culture | | | | |
| Activités récréatives | 83 | 66 865 | 104 048 | 104 633 |
| Activités culturelles | | | | |
| Bibliothèques | 84 | 233 245 | 274 792 | 234 737 |
| Autres | 85 | 52 200 | 35 976 | 3 056 |
| Réseau d'électricité | 86 | | | |
| | 87 | 1 048 700 | 10 850 279 | 1 727 350 |

ANALYSE DES REVENUS CONSOLIDÉS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024

| <i>Non audité</i> | Administration municipale | | Données consolidées | |
|--|---------------------------|----------------------|----------------------|----------------------|
| | Budget 2024 | Réalisations 2024 | Réalisations 2024 | Réalisations 2023 |
| TRANSFERTS (suite) | | | | |
| TRANSFERTS RELATIFS À DES ENTENTES DE PARTAGE DES FRAIS ET AUTRES TRANSFERTS - INVESTISSEMENT | | | | |
| Administration générale | 88 | | | |
| Sécurité publique | | | | |
| Police | 89 | | | |
| Sécurité incendie | | | | |
| Premiers répondants | 90 | | | |
| Autres | 91 | | | |
| Sécurité civile | 92 | | | |
| Autres | 93 | | | |
| Transport | | | | |
| Réseau routier | | | | |
| Voirie municipale | 94 | 1 028 800 | 1 613 940 | 1 613 940 |
| Enlèvement de la neige | 95 | | | |
| Autres | 96 | | | |
| Transport collectif | | | | |
| Transport en commun | | | | |
| Transport régulier | 97 | | | |
| Transport adapté | 98 | | | |
| Transport scolaire | 99 | | | |
| Autres | 100 | | | |
| Transport aérien | 101 | | | |
| Transport par eau | 102 | | | |
| Autres | 103 | | | |
| Hygiène du milieu | | | | |
| Eau et égout | | | | |
| Approvisionnement et traitement de l'eau potable | 104 | | | |
| Réseau de distribution de l'eau potable | 105 | 1 028 800 | 1 096 159 | 1 096 159 |
| Traitement des eaux usées | 106 | | | |
| Réseaux d'égout | 107 | 2 048 800 | 1 171 145 | 1 171 145 |
| Matières résiduelles | | | | |
| Déchets domestiques et assimilés | 108 | | | |
| Matières recyclables | | | | |
| Collecte sélective | | | | |
| Collecte et transport | 109 | | | |
| Tri et conditionnement | 110 | | | |
| Autres | 111 | | | |
| Autres | 112 | | | |
| Cours d'eau | 113 | | | |
| Protection de l'environnement | 114 | | | |
| Autres | 115 | | | |

ANALYSE DES REVENUS CONSOLIDÉS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024

| <i>Non audité</i> | Administration municipale | | Données consolidées | |
|--|---------------------------|----------------------|----------------------|----------------------|
| | Budget 2024 | Réalisations 2024 | Réalisations 2024 | Réalisations 2023 |
| TRANSFERTS (suite) | | | | |
| TRANSFERTS RELATIFS À DES ENTENTES DE PARTAGE DES FRAIS ET AUTRES TRANSFERTS - INVESTISSEMENT (suite) | | | | |
| Santé et bien-être | | | | |
| Habitation | | | | |
| Logement social | 116 | | | |
| Autres | 117 | | | |
| Sécurité du revenu | 118 | | | |
| Autres | 119 | | | |
| Aménagement, urbanisme et développement | | | | |
| Aménagement, urbanisme et zonage | 120 | 84 750 | 84 750 | |
| Rénovation urbaine | 121 | | | |
| Promotion et développement économique | 122 | | | 645 000 |
| Autres | 123 | | | |
| Loisirs et culture | | | | |
| Activités récréatives | 124 | 4 211 210 | 783 948 | 167 085 |
| Activités culturelles | | | | |
| Bibliothèques | 125 | | | |
| Autres | 126 | | | |
| Réseau d'électricité | 127 | | | |
| | 128 | 8 317 610 | 4 749 942 | 4 989 726 |

ANALYSE DES REVENUS CONSOLIDÉS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024

| <i>Non audité</i> | Administration municipale | | Données consolidées | |
|---|---------------------------|----------------------|----------------------|----------------------|
| | Budget 2024 | Réalisations 2024 | Réalisations 2024 | Réalisations 2023 |
| TRANSFERTS (suite) | | | | |
| TRANSFERTS DE DROIT | | | | |
| Regroupement municipal et réorganisation municipale | 129 | | | |
| Péréquation | 130 | 77 150 | 77 002 | 312 455 |
| Neutralité | 131 | | | |
| Partage des redevances sur les ressources naturelles | 132 | | | |
| Compensation pour la collecte sélective de matières recyclables | 133 | | | |
| Fonds de développement des territoires | 134 | | | |
| Contributions des automobilistes pour le transport en commun — Droits d'immatriculation | 135 | | | |
| Partage de la croissance d'un point de la TVQ | 136 | 1 936 855 | 1 936 854 | 586 088 |
| Soutien à la compétence de développement local et régional des MRC du Fonds régions et ruralité - Volet 2 | 137 | | | |
| Autres | 138 | | | |
| | 139 | 2 014 005 | 2 013 856 | 898 543 |
| TOTAL DES TRANSFERTS | 140 | 11 380 315 | 17 614 077 | 7 615 619 |

ANALYSE DES REVENUS CONSOLIDÉS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024

| <i>Non audité</i> | Administration municipale | | Données consolidées | |
|--|---------------------------|----------------------|----------------------|----------------------|
| | Budget 2024 | Réalisations 2024 | Réalisations 2024 | Réalisations 2023 |
| SERVICES RENDUS | | | | |
| SERVICES RENDUS AUX ORGANISMES MUNICIPAUX | | | | |
| Administration générale | | | | |
| Greffe et application de la loi | 141 | 65 000 | 93 619 | 110 297 |
| Évaluation | 142 | | | |
| Autres | 143 | 119 585 | 181 502 | 286 |
| | 144 | 184 585 | 275 121 | 110 583 |
| Sécurité publique | | | | |
| Police | 145 | | | |
| Sécurité incendie | | | | |
| Premiers répondants | 146 | | | |
| Autres | 147 | 1 666 895 | 1 683 690 | 1 587 289 |
| Sécurité civile | 148 | | | |
| Autres | 149 | | | |
| | 150 | 1 666 895 | 1 683 690 | 1 587 289 |
| Transport | | | | |
| Réseau routier | | | | |
| Voirie municipale | 151 | | | |
| Enlèvement de la neige | 152 | | | |
| Autres | 153 | | | |
| Transport collectif | 154 | 14 000 | 23 250 | 6 119 |
| Autres | 155 | | | |
| | 156 | 14 000 | 23 250 | 6 119 |
| Hygiène du milieu | | | | |
| Eau et égout | | | | |
| Approvisionnement et traitement de l'eau potable | 157 | 788 620 | 908 031 | 629 470 |
| Réseau de distribution de l'eau potable | 158 | | 2 265 | 2 265 |
| Traitement des eaux usées | 159 | | | |
| Réseaux d'égout | 160 | | | |
| Matières résiduelles | | | | |
| Déchets domestiques et assimilés | 161 | | | |
| Matières recyclables | | | | |
| Collecte sélective | | | | |
| Collecte et transport | 162 | | | |
| Tri et conditionnement | 163 | | | |
| Autres | 164 | | | |
| Autres | 165 | | | |
| Cours d'eau | 166 | | | |
| Protection de l'environnement | 167 | | | |
| Autres | 168 | | | |
| | 169 | 788 620 | 910 296 | 629 470 |

ANALYSE DES REVENUS CONSOLIDÉS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024

| <i>Non audité</i> | Administration municipale | | Données consolidées | |
|--|---------------------------|----------------------|----------------------|----------------------|
| | Budget 2024 | Réalisations 2024 | Réalisations 2024 | Réalisations 2023 |
| SERVICES RENDUS (suite) | | | | |
| SERVICES RENDUS AUX ORGANISMES MUNICIPAUX (suite) | | | | |
| Santé et bien-être | | | | |
| Habitation | | | | |
| Logement social | 170 | | | |
| Autres | 171 | | | |
| Autres | 172 | | | |
| | 173 | | | |
| Aménagement, urbanisme et développement | | | | |
| Aménagement, urbanisme et zonage | 174 | | | |
| Rénovation urbaine | 175 | | | |
| Promotion et développement économique | 176 | | | |
| Autres | 177 | | | |
| | 178 | | | |
| Loisirs et culture | | | | |
| Activités récréatives | 179 | 2 395 895 | 2 395 026 | 2 395 026 |
| Activités culturelles | | | | |
| Bibliothèques | 180 | | | |
| Autres | 181 | 335 585 | 335 429 | 335 429 |
| | 182 | 2 731 480 | 2 730 455 | 2 730 455 |
| Réseau d'électricité | 183 | | | |
| | 184 | 5 385 580 | 5 622 812 | 5 458 225 |
| | | | | 4 922 288 |

ANALYSE DES REVENUS CONSOLIDÉS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024

| <i>Non audité</i> | Administration municipale | | Données consolidées | |
|--|---------------------------|----------------------|----------------------|----------------------|
| | Budget 2024 | Réalisations 2024 | Réalisations 2024 | Réalisations 2023 |
| SERVICES RENDUS (suite) | | | | |
| AUTRES SERVICES RENDUS | | | | |
| Administration générale | | | | |
| Greffe et application de la loi | 185 | 9 000 | 36 574 | 83 753 |
| Évaluation | 186 | 500 | | 24 420 |
| Autres | 187 | 34 575 | 45 765 | 39 438 |
| | 188 | 44 075 | 82 339 | 147 611 |
| Sécurité publique | | | | |
| Police | 189 | | | |
| Sécurité incendie | | | | |
| Premiers répondants | 190 | | | |
| Autres | 191 | 60 180 | 67 177 | 68 693 |
| Sécurité civile | 192 | | | |
| Autres | 193 | | | |
| | 194 | 60 180 | 67 177 | 68 693 |
| Transport | | | | |
| Réseau routier | | | | |
| Voirie municipale | 195 | 10 000 | 12 372 | 11 912 |
| Enlèvement de la neige | 196 | 165 300 | 221 996 | 136 791 |
| Autres | 197 | 76 305 | 132 556 | 81 559 |
| Transport collectif | | | | |
| Transport en commun | | | | |
| Transport régulier | 198 | | | |
| Transport adapté | 199 | | | |
| Transport scolaire | 200 | | | |
| Autres | 201 | | | |
| Autres | 202 | | | |
| | 203 | 251 605 | 366 924 | 230 262 |
| Hygiène du milieu | | | | |
| Eau et égout | | | | |
| Approvisionnement et traitement de l'eau potable | 204 | | | |
| Réseau de distribution de l'eau potable | 205 | 25 000 | 92 930 | 67 927 |
| Traitement des eaux usées | 206 | 228 500 | 228 572 | 215 531 |
| Réseaux d'égout | 207 | 8 000 | 38 377 | 8 975 |
| Matières résiduelles | | | | |
| Déchets domestiques et assimilés | 208 | 25 000 | 38 960 | 34 820 |
| Matières recyclables | 209 | | | |
| Autres | 210 | | | |
| Cours d'eau | 211 | | | |
| Protection de l'environnement | 212 | | | |
| Autres | 213 | | | |
| | 214 | 286 500 | 398 839 | 327 253 |

ANALYSE DES REVENUS CONSOLIDÉS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024

| <i>Non audité</i> | Administration municipale | | Données consolidées | |
|--|---------------------------|----------------------|----------------------|----------------------|
| | Budget 2024 | Réalisations 2024 | Réalisations 2024 | Réalisations 2023 |
| SERVICES RENDUS (suite) | | | | |
| AUTRES SERVICES RENDUS (suite) | | | | |
| Santé et bien-être | | | | |
| Habitation | | | | |
| Logement social | 215 | | | |
| Autres | 216 | | | |
| Sécurité du revenu | 217 | | | |
| Autres | 218 | | | |
| | 219 | | | |
| Aménagement, urbanisme et développement | | | | |
| Aménagement, urbanisme et zonage | 220 | | | |
| Rénovation urbaine | 221 | | | |
| Promotion et développement économique | 222 | 88 645 | 208 727 | 208 727 |
| Autres | 223 | | | |
| | 224 | 88 645 | 208 727 | 208 727 |
| Loisirs et culture | | | | |
| Activités récréatives | 225 | 868 580 | 1 011 065 | 1 011 065 |
| Activités culturelles | | | | |
| Bibliothèques | 226 | 24 780 | 23 715 | 23 715 |
| Autres | 227 | 262 450 | 306 978 | 306 978 |
| | 228 | 1 155 810 | 1 341 758 | 1 341 758 |
| Réseau d'électricité | 229 | | | |
| | 230 | 1 886 815 | 2 465 764 | 2 465 764 |
| TOTAL DES SERVICES RENDUS | 231 | 7 272 395 | 8 088 576 | 7 923 989 |

ANALYSE DES REVENUS CONSOLIDÉS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024

| <i>Non audité</i> | Administration municipale | | Données consolidées | |
|---|---------------------------|----------------------|----------------------|----------------------|
| | Budget 2024 | Réalisations 2024 | Réalisations 2024 | Réalisations 2023 |
| IMPOSITION DE DROITS | | | | |
| Licences et permis | 232 | 208 250 | 368 872 | 379 236 |
| Droits de mutation immobilière | 233 | 2 000 000 | 3 179 135 | 2 567 686 |
| Droits sur les carrières et sablières | 234 | | | |
| Autres | 235 | | | |
| | 236 | 2 208 250 | 3 548 007 | 2 946 922 |
| AMENDES ET PÉNALITÉS | | | | |
| | 237 | 1 042 000 | 1 059 574 | 1 242 544 |
| REVENUS DE PLACEMENTS DE PORTEFEUILLE | | | | |
| | 238 | 300 000 | 1 375 116 | 1 004 230 |
| AUTRES REVENUS D'INTÉRÊTS | | | | |
| | 239 | 150 000 | 168 993 | 289 200 |
| AUTRES REVENUS | | | | |
| Gain (perte) sur cession d'immobilisations corporelles | 240 | | (203 750) | 35 683 |
| Gain (perte) sur cession d'actifs incorporels achetés | 241 | | | |
| Produit de cession de propriétés destinées à la revente | 242 | 505 070 | 2 033 323 | 2 033 323 |
| Gain (perte) sur remboursement de prêts et sur cession de placements | 243 | | | |
| Contributions des promoteurs | 244 | | 3 796 606 | 3 796 606 |
| Contributions des automobilistes pour le transport en commun — Taxe sur l'essence | 245 | | | |
| Contributions des organismes municipaux | 246 | | | |
| Autres contributions | 247 | | 27 810 | 422 315 |
| Redevances réglementaires | 248 | | | |
| Autres | 249 | | 1 042 634 | 1 005 164 |
| | 250 | 505 070 | 6 696 623 | 1 463 162 |
| EFFET NET DES OPÉRATIONS DE RESTRUCTURATION | | | | |
| | 251 | | | |

ANALYSE DES CHARGES CONSOLIDÉES
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024

Non audité

| | | Administration municipale | | | | Données consolidées | |
|--------------------------------------|-----|-------------------------------------|-------------------------------------|--------------------------------|------------|---------------------|--------------|
| | | Budget 2024 | Réalizations 2024 | | | Réalizations | Réalizations |
| | | Sans ventilation de l'amortissement | Sans ventilation de l'amortissement | Ventilation de l'amortissement | Total | 2024 | 2023 |
| ADMINISTRATION GÉNÉRALE | | | | | | | |
| Conseil | 1 | 925 510 | 747 066 | 1 115 | 748 181 | 748 181 | 667 665 |
| Greffe et application de la loi | 2 | 1 299 850 | 1 254 409 | 8 612 | 1 263 021 | 1 263 021 | 1 102 420 |
| Gestion financière et administrative | 3 | 2 447 270 | 2 337 371 | 189 197 | 2 526 568 | 2 526 568 | 2 399 661 |
| Évaluation | 4 | 397 960 | 372 730 | | 372 730 | 372 730 | 398 788 |
| Gestion du personnel | 5 | 709 530 | 720 697 | 5 264 | 725 961 | 725 961 | 654 908 |
| Autres | | | | | | | |
| ▪ Admin. autres | 6.1 | 3 333 970 | 2 978 992 | 153 920 | 3 132 912 | 3 132 912 | 2 803 185 |
| | 7 | 9 114 090 | 8 411 265 | 358 108 | 8 769 373 | 8 769 373 | 8 026 627 |
| SÉCURITÉ PUBLIQUE | | | | | | | |
| Police | 8 | 5 252 730 | 5 273 750 | | 5 273 750 | 5 273 750 | 5 048 313 |
| Sécurité incendie | | | | | | | |
| Premiers répondants | 9 | | | | | | |
| Autres | 10 | 7 678 360 | 7 631 380 | 577 887 | 8 209 267 | 8 209 267 | 8 154 393 |
| Sécurité civile | 11 | 18 610 | 9 638 | | 9 638 | 9 638 | 8 434 |
| Autres | 12 | 235 460 | 244 664 | 4 170 | 248 834 | 248 834 | 327 834 |
| | 13 | 13 185 160 | 13 159 432 | 582 057 | 13 741 489 | 13 741 489 | 13 538 974 |
| TRANSPORT | | | | | | | |
| Réseau routier | | | | | | | |
| Voirie municipale | 14 | 3 154 130 | 3 371 057 | 3 241 212 | 6 612 269 | 6 612 269 | 5 654 108 |
| Enlèvement de la neige | 15 | 4 142 450 | 3 483 114 | 113 792 | 3 596 906 | 3 596 906 | 4 898 636 |
| Éclairage des rues | 16 | 406 910 | 278 721 | 199 584 | 478 305 | 478 305 | 639 971 |
| Circulation et stationnement | 17 | 535 530 | 522 041 | 58 837 | 580 878 | 580 878 | 712 546 |
| Transport collectif | | | | | | | |
| Transport en commun | 18 | 1 761 240 | 1 760 487 | | 1 760 487 | 1 760 487 | 1 737 965 |
| Transport aérien | 19 | 69 800 | 71 781 | 4 878 | 76 659 | 76 659 | 71 671 |
| Transport par eau | 20 | | | | | | |
| Autres | 21 | | | | | | |
| | 22 | 10 070 060 | 9 487 201 | 3 618 303 | 13 105 504 | 13 105 504 | 13 714 897 |

ANALYSE DES CHARGES CONSOLIDÉES (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024

Non audité

| | Administration municipale | | | | Données consolidées | | |
|--|-------------------------------------|-------------------------------------|--------------------------------|-----------|---------------------|--------------|------------|
| | Budget 2024 | Réalizations 2024 | | | Réalizations | Réalizations | |
| | Sans ventilation de l'amortissement | Sans ventilation de l'amortissement | Ventilation de l'amortissement | Total | 2024 | 2023 | |
| HYGIÈNE DU MILIEU | | | | | | | |
| Eau et égout | | | | | | | |
| Approvisionnement et traitement de l'eau potable | 23 | 4 099 740 | 4 095 660 | 391 797 | 4 487 457 | 4 418 152 | 3 561 298 |
| Réseau de distribution de l'eau potable | 24 | 1 227 980 | 1 310 980 | 905 362 | 2 216 342 | 2 216 342 | 1 940 489 |
| Traitement des eaux usées | 25 | 1 346 030 | 1 315 985 | 394 679 | 1 710 664 | 1 542 422 | 1 538 330 |
| Réseaux d'égout | 26 | 1 537 470 | 2 034 052 | 723 343 | 2 757 395 | 2 757 395 | 2 155 419 |
| Matières résiduelles | | | | | | | |
| Déchets domestiques et assimilés | | | | | | | |
| Collecte et transport | 27 | 4 289 420 | 4 313 092 | | 4 313 092 | 4 313 092 | 1 141 452 |
| Élimination | 28 | | | | | | 634 679 |
| Matières recyclables | | | | | | | |
| Collecte sélective | | | | | | | |
| Collecte et transport | 29 | | | | | | 529 872 |
| Tri et conditionnement | 30 | | | | | | 288 145 |
| Matières organiques | | | | | | | |
| Collecte et transport | 31 | | | | | | 610 507 |
| Traitement | 32 | | | | | | 320 706 |
| Matériaux secs | 33 | | | | | | 113 274 |
| Autres | 34 | | | | | | 370 890 |
| Plan de gestion | | | | | | | |
| Autres | 36 | | | | | | |
| Cours d'eau | | | | | | | |
| Protection de l'environnement | 38 | 701 570 | 779 348 | 65 717 | 845 065 | 845 065 | 465 546 |
| Autres | 39 | | | | | | |
| | 40 | 13 202 210 | 13 849 117 | 2 480 898 | 16 330 015 | 16 092 468 | 13 670 607 |
| SANTÉ ET BIEN-ÊTRE | | | | | | | |
| Habitation | | | | | | | |
| Logement social | 41 | 210 000 | 136 296 | | 136 296 | 136 296 | 923 871 |
| Autres | 42 | | | | | | |
| Sécurité du revenu | | | | | | | |
| Autres | 44 | 40 800 | 43 865 | | 43 865 | 43 865 | 44 319 |
| | 45 | 250 800 | 180 161 | | 180 161 | 180 161 | 968 190 |

ANALYSE DES CHARGES CONSOLIDÉES (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024

Non audité

| | | Administration municipale | | | | Données consolidées | |
|--|----|-------------------------------------|-------------------------------------|--------------------------------|------------|---------------------|--------------|
| | | Budget 2024 | Réalizations 2024 | | | Réalizations | Réalizations |
| | | Sans ventilation de l'amortissement | Sans ventilation de l'amortissement | Ventilation de l'amortissement | Total | 2024 | 2023 |
| AMÉNAGEMENT, URBANISME ET DÉVELOPPEMENT | | | | | | | |
| Aménagement, urbanisme et zonage | 46 | 1 995 260 | 1 947 265 | 57 294 | 2 004 559 | 2 004 559 | 1 881 730 |
| Rénovation urbaine | | | | | | | |
| Biens patrimoniaux | 47 | | 153 026 | | 153 026 | 153 026 | 107 074 |
| Autres biens | 48 | | | | | | |
| Promotion et développement économique | | | | | | | |
| Industries et commerces | 49 | 1 022 330 | 18 224 959 | 167 | 18 225 126 | 18 225 126 | 791 029 |
| Tourisme | 50 | 2 020 | 43 025 | | 43 025 | 43 025 | 1 675 |
| Autres | 51 | 16 460 | | | | | |
| Autres | 52 | 150 000 | 12 635 | 8 570 | 21 205 | 21 205 | 29 855 |
| | 53 | 3 186 070 | 20 380 910 | 66 031 | 20 446 941 | 20 446 941 | 2 811 363 |
| LOISIRS ET CULTURE | | | | | | | |
| Activités récréatives | | | | | | | |
| Centres communautaires | 54 | 911 830 | 962 868 | 181 355 | 1 144 223 | 1 144 223 | 963 213 |
| Patinoires intérieures et extérieures | 55 | 3 265 130 | 3 263 521 | 300 622 | 3 564 143 | 3 564 143 | 3 326 337 |
| Piscines, plages et ports de plaisance | 56 | 2 947 360 | 2 845 819 | 546 323 | 3 392 142 | 3 392 142 | 3 165 365 |
| Parcs et terrains de jeux | 57 | 3 672 530 | 3 625 335 | 909 152 | 4 534 487 | 4 534 487 | 3 773 349 |
| Parcs régionaux | 58 | 171 390 | 162 819 | 18 508 | 181 327 | 181 327 | 219 266 |
| Expositions et foires | 59 | 668 950 | 676 725 | 3 250 | 679 975 | 679 975 | 688 767 |
| Autres | 60 | 7 820 | 208 175 | 692 | 208 867 | 208 867 | 80 469 |
| | 61 | 11 645 010 | 11 745 262 | 1 959 902 | 13 705 164 | 13 705 164 | 12 216 766 |
| Activités culturelles | | | | | | | |
| Centres communautaires | 62 | 1 618 860 | 1 542 633 | 148 258 | 1 690 891 | 1 690 891 | 1 579 326 |
| Bibliothèques | 63 | 1 794 480 | 1 819 433 | 109 703 | 1 929 136 | 1 929 136 | 1 751 456 |
| Patrimoine | | | | | | | |
| Musées et centres d'exposition | 64 | 811 050 | 916 334 | 150 006 | 1 066 340 | 1 066 340 | 843 348 |
| Autres ressources du patrimoine | 65 | 96 120 | 132 540 | 1 628 | 134 168 | 134 168 | 83 954 |
| Autres | 66 | 797 490 | 674 811 | 79 145 | 753 956 | 753 956 | 842 751 |
| | 67 | 5 118 000 | 5 085 751 | 488 740 | 5 574 491 | 5 574 491 | 5 100 835 |
| | 68 | 16 763 010 | 16 831 013 | 2 448 642 | 19 279 655 | 19 279 655 | 17 317 601 |

ANALYSE DES CHARGES CONSOLIDÉES (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024

Non audité

| | | Administration municipale | | | | Données consolidées | |
|--|----|-------------------------------------|-------------------------------------|--------------------------------|-----------|---------------------|--------------|
| | | Budget 2024 | Réalizations 2024 | | | Réalizations | Réalizations |
| | | Sans ventilation de l'amortissement | Sans ventilation de l'amortissement | Ventilation de l'amortissement | Total | 2024 | 2023 |
| RÉSEAU D'ÉLECTRICITÉ | 69 | | | | | | |
| FRAIS DE FINANCEMENT | | | | | | | |
| Dette à long terme | | | | | | | |
| Intérêts | 70 | 2 012 120 | 2 036 190 | | 2 036 190 | 2 057 738 | 1 640 782 |
| Autres frais | 71 | 156 180 | 148 214 | | 148 214 | 148 214 | 139 414 |
| Autres frais de financement | | | | | | | |
| Avantages sociaux futurs | 72 | 30 300 | 38 957 | | 38 957 | 38 957 | 33 364 |
| Autres | 73 | | | | | | |
| | 74 | 2 198 600 | 2 223 361 | | 2 223 361 | 2 244 909 | 1 813 560 |
| EFFET NET DES OPÉRATIONS DE RESTRUCTURATION | 75 | | | | | | |
| AMORTISSEMENT DES IMMOBILISATIONS CORPORELLES ET DES ACTIFS INCORPORELS ACHETÉS | 76 | 10 200 000 | 9 554 039 (| 9 554 039) | | | |

Autres renseignements financiers non audités

Exercice terminé le 31 décembre 2024

Table des matières

Autres renseignements financiers consolidés non audités

| | |
|---|---|
| Acquisition d'immobilisations corporelles consolidées par catégories | 2 |
| Acquisition d'infrastructures pour nouveau développement et autres acquisitions d'immobilisations corporelles consolidées | 3 |
| Analyse de la dette à long terme consolidée | 4 |
| Endettement total net à long terme consolidé | 5 |
| Analyse de la charge de quotes-parts consolidée | 6 |

Autres renseignements financiers non consolidés non audités

| | |
|--|----|
| Acquisition d'immobilisations corporelles non consolidées par objets | 8 |
| Analyse de la rémunération non consolidée | 9 |
| Analyse des revenus de transfert non consolidés par sources | 10 |
| Frais de financement non consolidés par activités | 11 |
| Rémunération des élus | 12 |

Autres renseignements

| | |
|---------------|----|
| Questionnaire | 13 |
|---------------|----|

Autres renseignements financiers consolidés non audités

ACQUISITION D'IMMOBILISATIONS CORPORELLES CONSOLIDÉES PAR CATÉGORIES
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024

| <i>Non audité</i> | | Administration | Données consolidées | |
|--|----|----------------|---------------------|--------------|
| | | municipale | Réalisations | Réalisations |
| | | Réalisations | 2024 | Réalisations |
| | | 2024 | 2024 | 2023 |
| Infrastructures | | | | |
| Conduites d'eau potable | 1 | 2 077 029 | 2 077 029 | 2 146 505 |
| Usines de traitement de l'eau potable | 2 | 287 889 | 517 525 | 557 259 |
| Usines et bassins d'épuration | 3 | | 1 421 223 | 124 793 |
| Conduites d'égout | 4 | 5 789 155 | 5 789 155 | 2 397 930 |
| Sites d'enfouissement et incinérateurs | 5 | | | |
| Chemins, rues, routes et trottoirs | 6 | 9 853 208 | 9 853 208 | 10 278 897 |
| Ponts, tunnels et viaducs | 7 | | | |
| Systèmes d'éclairage des rues | 8 | 1 251 604 | 1 251 604 | 2 315 360 |
| Aires de stationnement | 9 | | | |
| Parcs et terrains de jeux | 10 | 1 043 928 | 1 043 928 | 1 497 666 |
| Autres infrastructures | 11 | | | |
| Réseau d'électricité | 12 | | | |
| Bâtiments | | | | |
| Édifices administratifs | 13 | 494 412 | 494 412 | 711 280 |
| Édifices communautaires et récréatifs | 14 | 6 329 691 | 6 329 691 | 5 857 757 |
| Améliorations locatives | 15 | | | |
| Véhicules | | | | |
| Véhicules de transport en commun | 16 | | | |
| Autres | 17 | 1 087 201 | 1 087 201 | 106 747 |
| Ameublement et équipement de bureau | 18 | 363 544 | 394 994 | 282 698 |
| Machinerie, outillage et équipement divers | 19 | 980 551 | 1 118 036 | 537 671 |
| Terrains | 20 | 254 070 | 254 070 | |
| Autres | 21 | | | |
| | 22 | 29 812 282 | 31 632 076 | 26 814 563 |

**ACQUISITION D'INFRASTRUCTURES POUR NOUVEAU DÉVELOPPEMENT
ET AUTRES ACQUISITIONS D'IMMOBILISATIONS CORPORELLES CONSOLIDÉES
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024**

| <i>Non audité</i> | | Administration municipale | Données consolidées | |
|---|---------------------------------------|--------------------------------------|------------------------------|------------------------------|
| | | Réalisations 2024 | Réalisations 2024 | Réalisations 2023 |
| Infrastructures autres que pour nouveau développement | | | | |
| | Conduites d'eau potable | 1 969 837 | 1 969 837 | 2 039 313 |
| | Usines de traitement de l'eau potable | 287 889 | 517 525 | 557 259 |
| | Usines et bassins d'épuration | 3 | 1 421 223 | 124 793 |
| | Conduites d'égout | 5 621 848 | 5 621 848 | 2 230 623 |
| | Autres infrastructures | 11 908 164 | 11 908 164 | 13 851 347 |
| Infrastructures pour nouveau développement (ouverture de nouvelles rues) | | | | |
| | Conduites d'eau potable | 6 107 192 | 107 192 | 107 192 |
| | Usines de traitement de l'eau potable | 7 | | |
| | Usines et bassins d'épuration | 8 | | |
| | Conduites d'égout | 9 167 307 | 167 307 | 167 307 |
| | Autres infrastructures | 10 240 576 | 240 576 | 240 576 |
| Autres immobilisations corporelles | | | | |
| | | 11 9 509 469 | 9 678 404 | 7 496 153 |
| | | 12 29 812 282 | 31 632 076 | 26 814 563 |

ANALYSE DE LA DETTE À LONG TERME CONSOLIDÉE
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024

Non audité

| | | Solde au 1 ^{er} janvier | Augmentation | Diminution | Solde au 31 décembre |
|---|----|-------------------------------------|--------------|------------|-------------------------|
| La dette à long terme, incluant la dette en cours de refinancement, est assumée de la façon suivante : | | | | | |
| Par l'organisme municipal | | | | | |
| Emprunts refinancés par anticipation | 1 | | | | |
| Excédent accumulé affecté au remboursement de la dette à long terme | | | | | |
| Excédent de fonctionnement affecté | 2 | | | | |
| Réserves financières et fonds réservés | 3 | | | | |
| Fonds d'amortissement | 4 | | | | |
| Montant à la charge | | | | | |
| D'une partie des contribuables ou des municipalités membres | 5 | 441 724 | | 47 620 | 394 104 |
| De l'ensemble des contribuables ou des municipalités membres | 6 | 52 615 726 | 9 604 897 | 5 018 407 | 57 202 216 |
| De la municipalité (Société de transport en commun) | 7 | | | | |
| | 8 | 53 057 450 | 9 604 897 | 5 066 027 | 57 596 320 |
| Par les tiers (montants affectés au remboursement de la dette à long terme) | | | | | |
| Débiteurs | | | | | |
| Gouvernement du Québec et ses entreprises | 9 | 7 166 423 | 795 303 | | 7 961 726 |
| Gouvernement du Canada et ses entreprises | 10 | | | | |
| Organismes municipaux | 11 | | | | |
| Autres tiers | 12 | | | | |
| | 13 | 7 166 423 | 795 303 | | 7 961 726 |
| Débiteurs encaissés non encore appliqués au remboursement de la dette | 14 | | | | |
| | 15 | 7 166 423 | 795 303 | | 7 961 726 |
| Prêts, placements de portefeuille à titre d'investissement et autres actifs | 16 | | | | |
| Autres | 17 | | | | |
| | 18 | 7 166 423 | 795 303 | | 7 961 726 |
| | 19 | 60 223 873 | 10 400 200 | 5 066 027 | 65 558 046 |
| Dette en cours de refinancement | 20 | () | | () | |
| Reclassement / Redressement | 21 | | | | |
| Dette à long terme | 22 | 60 223 873 | 10 400 200 | 5 066 027 | 65 558 046 |

Note

ENDETTEMENT TOTAL NET À LONG TERME CONSOLIDÉ
AU 31 DÉCEMBRE 2024

Non audité

| Administration municipale | | |
|--|------|------------|
| Dette à long terme | 1 | 65 096 911 |
| Ajouter | | |
| Activités d'investissement à financer | 2 | 14 586 445 |
| Activités de fonctionnement à financer | 3 | |
| Dette en cours de refinancement | 4 | |
| Autres | | |
| ▪ | 5.1 | |
| Déduire | | |
| Sommes affectées au remboursement de la dette à long terme | | |
| Excédent accumulé | | |
| Fonds d'amortissement | 6 | |
| Autres sommes comprises dans l'excédent accumulé | 7 | |
| Débiteurs | 8 | 7 961 726 |
| Autres montants | 9 | |
| Montant non utilisé d'emprunts à long terme contractés | 10 | 755 139 |
| Autres | | |
| ▪ | 11.1 | |
| Endettement net à long terme de l'administration municipale | 12 | 70 966 491 |
| Quote-part dans l'endettement total net à long terme des organismes contrôlés et des partenariats | | |
| Endettement net à long terme | 13 | 1 841 291 |
| Endettement net à long terme | 14 | 72 807 782 |
| Quote-part dans l'endettement total net à long terme d'autres organismes | | |
| Municipalité régionale de comté | 15 | 6 101 261 |
| Communauté métropolitaine | 16 | |
| Autres organismes | 17 | |
| Endettement total net à long terme | 18 | 78 909 043 |
| Quote-part dans l'endettement total net à long terme de l'agglomération (lorsque fonctionnant par quotes-parts) | 19 | |
| Moins : Sommes affectées au remboursement de la dette à long terme de l'agglomération | 20 | |
| | 21 | |
| Endettement total net à long terme (compte tenu de la quote-part dans l'agglomération s'il y a lieu) | 22 | 78 909 043 |
| Endettement total net à long terme lié au réseau d'électricité (inclus ci-dessus) | 23 | |
| Endettement total net à long terme lié aux parcs éoliens et aux centrales hydroélectriques (inclus à la ligne 22 ci-dessus, et à la ligne 18, s'il y a lieu, pour les compétences d'agglomération et le portrait global) | 24 | 5 726 258 |

ANALYSE DE LA CHARGE DE QUOTES-PARTS CONSOLIDÉE
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024

| <i>Non audité</i> | Administration municipale | | Données consolidées | |
|--|---------------------------|----------------------|----------------------|----------------------|
| | Budget 2024 | Réalisations 2024 | Réalisations 2024 | Réalisations 2023 |
| Administration générale | | | | |
| Grefe et application de la loi | 1 | | | |
| Évaluation | 2 | | | |
| Autres | 3 | 1 334 135 | 1 333 777 | 974 189 |
| Sécurité publique | | | | |
| Police | 4 | | | |
| Sécurité incendie | 5 | | | |
| Sécurité civile | 6 | | | |
| Autres | 7 | | | |
| Transport | | | | |
| Réseau routier | 8 | | | |
| Transport collectif | 9 | 1 759 600 | 1 759 600 | 1 735 254 |
| Autres | 10 | | | |
| Hygiène du milieu | | | | |
| Eau et égout | 11 | 2 749 930 | 2 891 699 | |
| Matières résiduelles | 12 | 4 289 420 | 4 313 092 | 4 009 524 |
| Cours d'eau | 13 | | | |
| Protection de l'environnement | 14 | | | |
| Autres | 15 | | | |
| Santé et bien-être | | | | |
| Habitation | 16 | | | |
| Autres | 17 | | | |
| Aménagement, urbanisme et développement | | | | |
| Aménagement, urbanisme et zonage | 18 | | | |
| Rénovation urbaine | 19 | | | |
| Promotion et développement économique | 20 | 722 550 | 722 458 | 304 758 |
| Autres | 21 | | | |
| Loisirs et culture | | | | |
| Activités récréatives | 22 | 2 002 595 | 2 002 662 | 1 889 733 |
| Activités culturelles | 23 | 369 700 | 369 706 | 334 993 |
| Réseau d'électricité | 24 | | | |
| | 25 | 13 227 930 | 13 392 994 | 10 501 295 |
| | | | | 9 248 451 |

Autres renseignements financiers non consolidés non audités

ACQUISITION D'IMMOBILISATIONS CORPORELLES NON CONSOLIDÉES PAR OBJETS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024*Non audité*

| | | 2024 | 2023 |
|-----------------------------|---|-------------|-------------|
| Rémunération | 1 | | |
| Charges sociales | 2 | | |
| Biens et services | 3 | 29 812 282 | 26 099 416 |
| Frais de financement | 4 | | |
| Autres | 5 | | |
| | 6 | 29 812 282 | 26 099 416 |

ANALYSE DE LA RÉMUNÉRATION NON CONSOLIDÉE
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024

Non audité

| | | Effectifs personnes/ année² | Semaine normale (heures) | Nombre d'heures rémunérées au cours de l'exercice | Rémunération | Charges sociales | Total ¹ |
|--|----|---|---|--|---------------------|-----------------------------|---------------------------|
| Administration municipale | | | | | | | |
| Cadres et contremaîtres | 1 | 40,00 | 34,00 | 81 071,00 | 4 883 707 | 788 948 | 5 672 655 |
| Professionnels | 2 | 14,00 | 34,00 | 27 514,00 | 1 455 693 | 293 266 | 1 748 959 |
| Cols blancs | 3 | 83,00 | 34,00 | 147 197,00 | 4 590 672 | 910 940 | 5 501 612 |
| Cols bleus | 4 | 90,00 | 40,00 | 186 554,00 | 5 941 465 | 1 239 266 | 7 180 731 |
| Policiers | 5 | | | | | | |
| Pompiers | 6 | 45,00 | 42,00 | 97 554,00 | 4 436 571 | 785 227 | 5 221 798 |
| Conducteurs et opérateurs (transport en commun) | 7 | | | | | | |
| | 8 | 272,00 | | 539 890,00 | 21 308 108 | 4 017 647 | 25 325 755 |
| Élus | 9 | 9,00 | | | 512 472 | 133 063 | 645 535 |
| | 10 | 281,00 | | | 21 820 580 | 4 150 710 | 25 971 290 |

1. Inclut la rémunération et les charges sociales aux fins de fonctionnement et d'immobilisations.

2. En vertu de la Loi sur l'accès aux documents des organismes publics et sur la protection des renseignements personnels (chapitre A-2.1), le salaire d'un employé, à l'exception de celui d'un cadre, est un renseignement confidentiel. Afin de respecter la loi, lorsqu'une catégorie d'emploi compte un effectif ou moins, ces renseignements ne doivent pas apparaître sur le document déposé au conseil. Dans un tel cas, certaines informations sont remplacées par des astérisques à l'impression du document.

ANALYSE DES REVENUS DE TRANSFERT NON CONSOLIDÉS PAR SOURCES
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024

| | | Gouvernement du Québec | | Gouvernement du Canada | ARTM/MRC/ Municipalités/ Communautés métropolitaines | Total |
|--|---|------------------------|----------------|---------------------------|---|------------|
| | | Fonctionnement | Investissement | | | |
| Transport en commun | 1 | | | | | |
| Eau et égout | | | | | | |
| Approvisionnement et traitement de l'eau potable | 2 | | | | | |
| Réseau de distribution de l'eau potable | 3 | 169 240 | 405 614 | 690 545 | | 1 265 399 |
| Traitement des eaux usées | 4 | | | | | |
| Réseaux d'égout | 5 | 162 147 | 629 417 | 541 728 | | 1 333 292 |
| Autres | 6 | 12 463 933 | 1 472 936 | 979 234 | 99 283 | 15 015 386 |
| | 7 | 12 795 320 | 2 507 967 | 2 211 507 | 99 283 | 17 614 077 |

FRAIS DE FINANCEMENT NON CONSOLIDÉS PAR ACTIVITÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024

Non audité

| | | 2024 | 2023 |
|--|----|-----------|-----------|
| Administration générale | | | |
| Greffe et application de la loi | 1 | 1 472 | 1 278 |
| Évaluation | 2 | | |
| Autres | 3 | 51 797 | 40 991 |
| | 4 | 53 269 | 42 269 |
| Sécurité publique | | | |
| Police | 5 | | |
| Sécurité incendie | | | |
| Premiers répondants | 6 | | |
| Autres | 7 | 155 763 | 162 407 |
| Sécurité civile | 8 | | |
| Autres | 9 | | |
| | 10 | 155 763 | 162 407 |
| Transport | | | |
| Réseau routier | | | |
| Voirie municipale | 11 | 691 684 | 565 339 |
| Enlèvement de la neige | 12 | 263 | 421 |
| Autres | 13 | 110 303 | 18 403 |
| Transport collectif | 14 | 1 872 | 2 107 |
| Autres | 15 | | |
| | 16 | 804 122 | 586 270 |
| Hygiène du milieu | | | |
| Eau et égout | | | |
| Approvisionnement et traitement de l'eau potable | 17 | 17 572 | 19 488 |
| Réseau de distribution de l'eau potable | 18 | 352 338 | 306 484 |
| Traitement des eaux usées | 19 | 5 025 | 4 686 |
| Réseaux d'égout | 20 | 272 999 | 225 138 |
| Matières résiduelles | | | |
| Déchets domestiques et assimilés | 21 | | |
| Matières recyclables | 22 | | |
| Autres | 23 | | |
| Cours d'eau | 24 | | |
| Protection de l'environnement | 25 | 4 115 | 7 040 |
| Autres | 26 | | |
| | 27 | 652 049 | 562 836 |
| Santé et bien-être | | | |
| Habitation | | | |
| Logement social | 28 | | |
| Autres | 29 | | |
| Sécurité du revenu | 30 | | |
| Autres | 31 | | |
| | 32 | | |
| Aménagement, urbanisme et développement | | | |
| Aménagement, urbanisme et zonage | 33 | 5 707 | 4 506 |
| Rénovation urbaine | 34 | | |
| Promotion et développement économique | 35 | 114 180 | 86 081 |
| Autres | 36 | | |
| | 37 | 119 887 | 90 587 |
| Loisirs et culture | | | |
| Activités récréatives | 38 | 335 453 | 261 164 |
| Activités culturelles | | | |
| Bibliothèques | 39 | 17 649 | 19 859 |
| Autres | 40 | 85 169 | 79 960 |
| | 41 | 438 271 | 360 983 |
| Réseau d'électricité | | | |
| | 42 | | |
| | 43 | 2 223 361 | 1 805 352 |

RÉMUNÉRATION DES ÉLUS¹
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024

| <i>Non audité</i> | Fonction | Reçu de l'organisme municipal | | Reçu d'organismes mandataires ou supramunicipaux | |
|-------------------|----------------|--|------------------------|--|------------------------|
| | | Rémunération (excluant charges sociales) | Allocation de dépenses | Rémunération (excluant charges sociales) | Allocation de dépenses |
| Patrick Péloquin | 1.1 Maire | 108 429 | 19 422 | 9 921 | |
| Olivier Picard | 1.2 Conseiller | 34 127 | 17 063 | | |
| Sylvie Labelle | 1.3 Conseiller | 31 127 | 15 563 | 881 | 440 |
| Martin Lajeunesse | 1.4 Conseiller | 31 127 | 15 563 | | |
| Jocelyn Mondou | 1.5 Conseiller | 28 127 | 14 063 | 881 | 440 |
| Stéphane Béland | 1.6 Conseiller | 31 127 | 15 563 | | |
| Benoit Guévremont | 1.7 Conseiller | 28 910 | 15 001 | | |
| Mathieu Gagné | 1.8 Conseiller | 31 127 | 15 563 | | |
| Dominique Ouellet | 1.9 Conseiller | 32 627 | 18 013 | | |

Note

1. Comprend la rémunération et les allocations de dépenses que chaque membre du conseil reçoit de la municipalité, d'un organisme mandataire de celle-ci ou d'un organisme supramunicipal (ex.: MRC, régie, organisme public de transport).

QUESTIONNAIRE
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024

Non audité

OUI NON

1. Capital autorisé du fonds de roulement pour l'administration municipale au 31 décembre 1 11 000 000 \$

Les questions 2 à 5 s'appliquent aux MRC et aux municipalités locales seulement

2. La MRC ou la municipalité a-t-elle perçu des droits en vertu de l'article 78.2 de la Loi sur les compétences municipales auprès des exploitants de carrières et de sablières? 2

Si oui, indiquer le montant total perçu en 2024 3 _____ \$

3. La MRC ou la municipalité a-t-elle créé un fonds régional ou local réservé à la réfection et à l'entretien de certaines voies publiques en vertu de l'article 110.1 de la LCM pour recevoir les droits perçus en vertu de l'article 78.1 de la LCM auprès des exploitants de carrières et sablières? 4

4. Information spécifique au *Programme d'aide d'urgence aux petites et moyennes entreprises* déjà comprise dans l'information présentée à la page S20 FLI aux lignes suivantes :

Ligne 1 : Revenus sur les placements de portefeuille 5 _____ \$

Ligne 2 : Revenus sur les prêts aux entreprises et les placements de portefeuille d'investissement 6 _____ \$

Ligne 3 : Autres revenus 7 _____ \$

Ligne 5 : Créances douteuses - Radiation de prêts et de placements de portefeuille 8 _____ \$

Ligne 6 : Créances douteuses - Variation de la provision pour moins-value 9 _____ \$

Ligne 7 : Autres créances douteuses 10 _____ \$

Ligne 9 : Autres charges 11 _____ \$

Ligne 12 : Trésorerie et équivalents de trésorerie 12 _____ \$

Ligne 13 : Placements de portefeuille 13 _____ \$

Ligne 14 : Débiteurs 14 _____ \$

Ligne 15 : Prêts aux entreprises et placements de portefeuille à titre d'investissement 15 _____ \$

Ligne 16 : Provision pour moins-value 16 _____ \$

Ligne 19 : Créditeurs et charges à payer 17 _____ \$

Ligne 20 : Revenus reportés 18 _____ \$

Ligne 21 : Dette à long terme 19 _____ \$

Ligne 24 : Libres 20 _____ \$

Ligne 25 : Supportant les engagements de prêts 21 _____ \$

Ligne 26 : Supportant les garanties de prêts 22 _____ \$

Montant des pardons de prêts constatés
Solde cumulatif au début de l'exercice 23 _____ \$

Constatés au cours de l'exercice 24 _____ \$

Solde cumulatif à la fin de l'exercice 25 _____ \$

QUESTIONNAIRE
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024

5. Information spécifique au *Programme d'aide d'urgence aux petites et moyennes entreprises - Feux de forêt* déjà comprise dans l'information présentée à la page S20 FLI aux lignes suivantes :

| | | | |
|--|----|--|----|
| Ligne 1 : Revenus sur les placements de portefeuille | 26 | | \$ |
| Ligne 2 : Revenus sur les prêts aux entreprises et les placements de portefeuille d'investissement | 27 | | \$ |
| Ligne 3 : Autres revenus | 28 | | \$ |
| Ligne 5 : Créances douteuses - Radiation de prêts et de placements de portefeuille | 29 | | \$ |
| Ligne 6 : Créances douteuses - Variation de la provision pour moins-value | 30 | | \$ |
| Ligne 7 : Autres créances douteuses | 31 | | \$ |
| Ligne 9 : Autres charges | 32 | | \$ |
| Ligne 12 : Trésorerie et équivalents de trésorerie | 33 | | \$ |
| Ligne 13 : Placements de portefeuille | 34 | | \$ |
| Ligne 14 : Débiteurs | 35 | | \$ |
| Ligne 15 : Prêts aux entreprises et placements de portefeuille à titre d'investissement | 36 | | \$ |
| Ligne 16 : Provision pour moins-value | 37 | | \$ |
| Ligne 19 : Créditeurs et charges à payer | 38 | | \$ |
| Ligne 20 : Revenus reportés | 39 | | \$ |
| Ligne 21 : Dette à long terme | 40 | | \$ |
| Ligne 24 : Libres | 41 | | \$ |
| Ligne 25 : Supportant les engagements de prêts | 42 | | \$ |
| Ligne 26 : Supportant les garanties de prêts | 43 | | \$ |

Les questions 6 à 15 s'appliquent aux municipalités locales seulement

6. La municipalité a-t-elle adopté un règlement concernant les dispositions suivantes :
- a) le pouvoir d'imposer une contribution pour des fins de parcs et de terrains de jeux et la préservation d'espaces naturels en vertu du 3e paragraphe du 2e alinéa de l'article 117.1 LAU.
- 44
- Si oui, indiquer le montant total perçu en 2024
- 45 218 338 \$
- b) le pouvoir d'imposer des droits de mutation plus élevés à la partie de la valeur des transactions qui excède 500 000 \$ en vertu de l'article 2 de la Loi concernant les droits sur les mutations immobilières.
- 46
- Si oui, indiquer le montant total des droits plus élevés perçu en 2024
- 47 975 242 \$
- c) le pouvoir d'imposer sur son territoire toute taxe municipale en vertu des articles 500.1 à 500.5 LCV (1000.1 à 1000.5 CM).
- 48
- Si oui, indiquer le montant total perçu en 2024
- 49 _____ \$
- Si oui, pour chaque taxe imposée, indiquer l'assiette, le montant de la taxe et le numéro de règlement :
- d) le pouvoir d'imposer toute redevance pour contribuer au financement d'un régime de réglementation en vertu des articles 500.6 à 500.11 LCV (1000.6 à 1000.11 CM).
- 50
- Si oui, indiquer le montant total perçu en 2024
- 51 _____ \$
- Si oui, pour chaque redevance exigée, indiquer l'assiette, le montant de la redevance et le numéro de règlement :

QUESTIONNAIRE
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024

- e) le pouvoir d'imposer une taxe basée sur la valeur de tout immeuble comportant un logement vacant ou sous-utilisé à des fins d'habitation en vertu de l'article 500.5.1 LCV (1000.5.1 CM).

52

Si oui, indiquer le montant total perçu en 2024

53 _____ \$

Si oui, pour chaque taxe imposée, indiquer l'assiette, le montant de la taxe et le numéro de règlement :

7. La municipalité a-t-elle compétence en matière d'évaluation foncière (article 5 LFM)?

54

Si oui, a-t-elle délégué l'exercice de sa compétence en matière d'évaluation à une MRC, à une autre municipalité ou à une communauté métropolitaine (article 195 LFM)?

55

Si oui, indiquer le nom des organismes parties à l'entente conclue à cet effet ainsi que la durée de l'entente :

8. La municipalité a-t-elle perçu des contributions monétaires en vertu :

- a) du paragraphe 1° du premier alinéa de l'article 145.21 de la Loi sur l'aménagement et l'urbanisme auprès des requérants d'un permis de construction ou de lotissement ou d'un certificat d'autorisation ou d'occupation?

56

Si oui, indiquer le montant total perçu en 2024

57 _____ \$

- b) du paragraphe 2° du premier alinéa de l'article 145.21 de la Loi sur l'aménagement et l'urbanisme auprès des requérants d'un permis de construction ou de lotissement ou d'un certificat d'autorisation ou d'occupation?

58

Si oui, indiquer le montant total perçu en 2024

59 _____ \$

Si oui, pour chaque contribution perçue, indiquer le montant de la contribution et le numéro de règlement :

9. La municipalité a-t-elle attribué des crédits de taxes ou d'autres formes d'aide financière en vertu des articles 92.1 à 92.7 de la Loi sur les compétences municipales (chapitre C-47.1)?

60

Si oui, indiquer les montants attribués pour l'exercice :

- a) crédits de taxes

61 _____ \$

- b) autres formes d'aide

62 _____ \$

10. La municipalité a-t-elle conclu avec toute autre municipalité locale une entente relative au partage de certains revenus en vertu de l'article 95.2 LCM?

63

Si oui, indiquer le montant total perçu en 2024

64 _____ \$

QUESTIONNAIRE
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024

11. La municipalité établit-elle un taux particulier à la catégorie des terrains vagues desservis supérieur au double du taux de base en vertu de l'article 244.49 LFM? 65
- Si oui, octroie-t-elle un crédit de taxe aux personnes ayant acquis, par succession, la propriété d'un terrain vague desservi ou d'une part indivise de celui-ci en vertu des articles 253.1 à 253.4 LFM? 66
- Si oui, indiquer le montant total crédité en 2024 67 _____ \$
12. Richesse foncière aux fins de la péréquation de 2024
- Valeur qui résulte de la capitalisation des revenus provenant de l'article 222 LFM selon le taux global de taxation réel non uniformisé de 2024 68 \$
13. Montant de l'aide financière reçue ou à recevoir en 2024 dans le cadre du *Volet entretien* du Programme d'aide à la voirie locale de la part du MTMD 69 _____ \$
- Total des frais encourus admissibles au volet Entretien :
- a) Dépenses de fonctionnement (excluant l'amortissement)
- Dépenses relatives à l'entretien d'hiver 70 _____ \$
 - Dépenses relatives à l'entretien d'été
 - Systemes de sécurité 71 \$
 - Chaussées pavées - entretien préventif 72 \$
 - Chaussées pavées - entretien palliatif 73 \$
 - Chaussées en gravier - entretien préventif 74 \$
 - Chaussées en gravier - entretien palliatif 75 \$
 - Systemes de drainage 76 \$
 - Abords de routes 77 \$
 - Total des dépenses relatives à l'entretien d'été 78 _____ \$
- b) Dépenses d'investissement
- Dépenses relatives à l'entretien d'hiver 79 _____ \$
 - Dépenses relatives à l'entretien d'été 80 _____ \$
- c) Total des frais encourus admissibles 81 _____ \$
- d) Description des dépenses d'investissement
- Relatives à l'entretien d'hiver :
 - Relatives à l'entretien d'été :
- e) Si le total des frais encourus à la ligne 81 n'atteint pas 90 % du montant de l'aide financière versée en 2024 (ligne 69), veuillez fournir les justifications :
- f) Si le total des dépenses relatives à l'entretien d'été, fonctionnement et investissement (lignes 78 et 80), n'est pas au moins égal au 2/3 de l'aide versée en 2024 (ligne 69), veuillez en fournir les explications :

QUESTIONNAIRE
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024

Numéro et date de la résolution par laquelle le conseil municipal atteste de la véracité des frais encourus et du fait qu'ils l'ont été sur des **routes locales de niveaux 1 et 2** :

- a) Numéro de la résolution 82 _____
- b) Date d'adoption de la résolution 83 _____

14. La municipalité a-t-elle adopté un plan de sécurité civile dans lequel sont consignées des mesures de préparation aux sinistres établies conformément aux dispositions du *Règlement sur les procédures d'alerte et de mobilisation et les moyens de secours minimaux pour protéger la sécurité des personnes et des biens en cas de sinistre*?

84

Si oui, indiquer le numéro et la date de la résolution par laquelle le conseil municipal a adopté un plan de sécurité civile conforme aux dispositions de ce règlement :

- a) Numéro de la résolution 85 2019-10-674
- b) Date d'adoption de la résolution 86 2019-10-07

15. Règlement d'application de la *Loi visant à favoriser la protection des personnes par la mise en place d'un encadrement concernant les chiens* (RLRQ, chapitre P-38.002, r.1)

Signalements de blessures infligées par un chien au cours de l'année

- a) Nombre de signalements reçus d'un médecin vétérinaire (art. 2) 87 3
- b) Nombre de signalements reçus d'un médecin (art. 3) 88 3

Examens par un médecin vétérinaire, déclarations de chiens potentiellement dangereux et ordonnances à l'égard des propriétaires ou gardiens de chiens, au cours de l'année

- c) Nombre de chiens soumis à l'examen d'un médecin vétérinaire (art. 5) 89 1
- d) Nombre de chiens déclarés potentiellement dangereux par la municipalité qui, après avoir considéré le rapport du médecin vétérinaire ayant examiné le chien et évalué son état et sa dangerosité, est d'avis qu'il constitue un risque pour la santé ou la sécurité publique (art. 8) 90 _____
- e) Nombre de chiens déclarés potentiellement dangereux par la municipalité parce qu'il a mordu ou attaqué une personne ou un animal domestique et lui a infligé une blessure (art. 9) 91 _____
- f) Nombre de chiens euthanasiés parce qu'il a mordu ou attaqué une personne et a causé sa mort ou lui a infligé des blessures graves (art. 10) 92 _____
- g) Nombre de chiens euthanasiés puisque, de l'avis de la municipalité, les circonstances le justifiaient (art. 11) 93 _____

Normes relatives à l'encadrement et à la possession des chiens

- h) Nombre de chiens enregistrés auprès de la municipalité, peu importe leur poids (art. 16) 94 937
- i) Nombre total de chiens dont le poids est de plus 20 kg, enregistrés auprès de la municipalité (art. 16) 95 280
- j) Nombre de chiens déclarés potentiellement dangereux enregistrés auprès de la municipalité (art. 16) 96 _____

QUESTIONNAIRE
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024

Règlement

- k) La municipalité a-t-elle un règlement municipal comprenant des normes plus sévères que celles prévues par le Règlement?

97

La question 16 s'applique aux MRC seulement

QUESTIONNAIRE ADMINISTRATIF
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024

Non audité**OUI****NON**

1. Est-ce que le rapport financier est consolidé?

1

Un rapport financier consolidé comprend la consolidation ligne par ligne des organismes contrôlés et des partenariats. S'il n'y a pas de consolidation ligne par ligne mais uniquement la comptabilisation d'entreprises municipales ou de partenariats commerciaux selon la méthode modifiée de comptabilisation à la valeur de consolidation, cochez « Non ».

Si oui, les *Normes comptables pour le secteur public* exigent que l'état des résultats et l'état de la variation des actifs financiers nets (de la dette nette) comportent une comparaison avec les résultats prévus au budget sur une base consolidée, sauf si les renseignements budgétaires relatifs aux organismes consolidés permettant de constituer un budget consolidé ne sont pas disponibles. Est-ce que l'organisme municipal présente le budget consolidé?

2

2. La présentation du budget étant facultative aux pages S27 et S28 du rapport financier, et aux pages S39 et S41 (si applicable) des autres renseignements financiers non audités, est-ce que l'organisme municipal souhaite y présenter le budget?

3

Les questions 3 à 5 s'appliquent aux MRC et aux municipalités exerçant certaines compétences de MRC seulement.

3. La MRC ou la municipalité est-elle responsable d'un Fonds local d'investissement (FLI)?
4. La MRC ou la municipalité est-elle responsable d'un Fonds local de solidarité (FLS)?
5. La MRC ou la municipalité a-t-elle signé avec le MRNF une entente de délégation de la gestion de certains droits fonciers et de la gestion de l'exploitation du sable et du gravier sur les terres du domaine de l'État?

4 5 6

La question 6 s'applique aux municipalités de 100 000 et plus, aux sociétés de transport en commun, ainsi qu'aux régies intermunicipales concernées.

6. Le vérificateur général émet-il un rapport d'audit sur le rapport financier?
- Si oui, émet-il un rapport conjoint avec l'auditeur indépendant?

7 8

Les questions 7 et 8 s'appliquent aux municipalités avec agglomération seulement.

ATTESTATION DE TRANSMISSION ET DE CONSENTEMENT À LA DIFFUSION

- J'atteste que le présent rapport financier consolidé transmis au ministère des Affaires municipales et de l'Habitation conformément à la procédure établie par celui-ci, a été déposé au conseil à la date indiquée ci-dessous.
- Je certifie que les informations, les rapports d'audit et l'attestation du trésorier ou du greffier-trésorier transmis de façon électronique au Ministère sont conformes à ceux déposés lors de la séance du conseil, le cas échéant, et que les copies originales signées de ces rapports et de l'attestation sont détenues par le présent organisme transmetteur.
- Je consens à la diffusion intégrale par le Ministère du rapport financier, des rapports d'audit et de tout autre document, tel que transmis, pour une durée illimitée et de la manière jugée appropriée par le Ministère. Je confirme également détenir les autorisations nécessaires, notamment celle(s) de l'auditeur (des auditeurs) obtenue(s) selon les modalités prévues dans la mission d'audit.

Date de dépôt au conseil : _____

Nom du signataire : _____

Fonction du signataire : _____

Date de transmission au Ministère : _____

Date et heure de la dernière modification : 2025-06-02 09:37

Sommaire de l'information financière consolidée

Exercice terminé le 31 décembre 2024

Ce sommaire de l'information financière est extrait automatiquement du rapport financier consolidé déposé au conseil et attesté par le trésorier, sans possibilité de modifications.

SOMMAIRE DES RÉSULTATS À DES FINS FISCALES CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024

| | | Réalisations 2023 | Budget 2024 | Réalisations 2024 | | Total consolidé ¹ |
|--|------|---------------------------|---------------------------|---------------------------|--------------------------------------|------------------------------|
| | | Administration municipale | Administration municipale | Administration municipale | Organismes contrôlés et partenariats | |
| Revenus | | | | | | |
| Fonctionnement | 1 | 74 537 807 | 75 000 000 | 89 780 353 | 2 977 178 | 89 700 700 |
| Investissement | 2 | 6 993 335 | 9 897 610 | 10 328 640 | | 10 328 640 |
| | 3 | 81 531 142 | 84 897 610 | 100 108 993 | 2 977 178 | 100 029 340 |
| Charges | 4 | 72 135 965 | 78 170 000 | 94 076 499 | 2 840 832 | 93 860 500 |
| Excédent (déficit) lié aux activités | 5 | 9 395 177 | 6 727 610 | 6 032 494 | 136 346 | 6 168 840 |
| Moins : revenus d'investissement | 6 (| 6 993 335)(| 9 897 610)(| 10 328 640)(|) | 10 328 640) |
| Excédent (déficit) de fonctionnement de l'exercice avant conciliation à des fins fiscales | 7 | 2 401 842 | (3 170 000) | (4 296 146) | 136 346 | (4 159 800) |
| Éléments de conciliation à des fins fiscales | | | | | | |
| Amortissement des immobilisations corporelles et des actifs incorporels achetés | 8 | 8 573 317 | 10 200 000 | 9 554 039 | 326 327 | 9 880 366 |
| Financement à long terme des activités de fonctionnement | 9 | | | | | |
| Remboursement de la dette à long terme | 10 (| 4 316 404)(| 4 556 495)(| 4 532 301)(| 17 039)(| 4 549 340) |
| Affectations | | | | | | |
| Activités d'investissement | 11 (| 2 897 431)(| 1 635 000)(| 2 013 867)(| 167 907)(| 2 181 774) |
| Excédent (déficit) accumulé | 12 | 2 137 162 | (918 505) | 131 388 | 14 665 | 146 053 |
| Autres éléments de conciliation | 13 | 47 352 | 80 000 | 1 184 029 | | 1 184 029 |
| | 14 | 3 543 996 | 3 170 000 | 4 323 288 | 156 046 | 4 479 334 |
| Excédent (déficit) de fonctionnement de l'exercice à des fins fiscales | 15 | 5 945 838 | | 27 142 | 292 392 | 319 534 |

1. Le total consolidé exclut les opérations entre l'administration municipale et ses organismes contrôlés et partenariats.

Extrait du rapport financier, pages S12 et S13

SOMMAIRE DE LA SITUATION FINANCIÈRE CONSOLIDÉE
AU 31 DÉCEMBRE 2024

| | | 2023 | 2024 | 2023 |
|--|------|------------------------------|------------------------------|--------------------|
| | | Administration municipale | Administration municipale | Total consolidé |
| Actifs financiers | | | | |
| Trésorerie et équivalents de trésorerie | 1 | 21 725 562 | 92 422 | 2 122 501 |
| Débiteurs | 2 | 24 361 857 | 28 146 044 | 28 353 107 |
| Prêts | 3 | | | |
| Placements de portefeuille | 4 | 407 337 | 360 619 | 451 638 |
| Autres | 5 | | 4 366 500 | 4 366 500 |
| | 6 | 46 494 756 | 32 965 585 | 35 293 746 |
| Passifs | | | | |
| Insuffisance de trésorerie et d'équivalents de trésorerie | 7 | | | |
| Emprunts temporaires | 8 | | 4 648 051 | 4 648 051 |
| Créditeurs et charges à payer | 9 | 14 371 431 | 18 860 866 | 19 869 092 |
| Revenus reportés | 10 | 11 138 831 | 723 009 | 723 009 |
| Dette à long terme | 11 | 59 436 765 | 64 618 051 | 65 076 780 |
| Passif au titre des avantages sociaux futurs | 12 | 1 244 842 | 394 762 | 394 762 |
| Autres | 13 | 2 075 952 | 2 174 071 | 2 391 007 |
| | 14 | 88 267 821 | 91 418 810 | 93 102 701 |
| Actifs financiers nets (dette nette) | 15 | (41 773 065) | (58 453 225) | (57 808 955) |
| Actifs non financiers | | | | |
| Immobilisations corporelles | 16 | 194 351 455 | 214 315 505 | 220 384 362 |
| Autres | 17 | 4 977 172 | 7 725 778 | 7 823 318 |
| | 18 | 199 328 627 | 222 041 283 | 228 207 680 |
| Excédent (déficit) accumulé | | | | |
| Excédent (déficit) de fonctionnement non affecté | 19 | 8 024 506 | 2 722 960 | 2 984 709 |
| Excédent de fonctionnement affecté | 20 | 3 475 852 | 2 068 392 | 4 585 500 |
| Réserves financières et fonds réservés | 21 | 1 687 992 | 1 365 279 | 1 365 279 |
| Dépenses constatées à taxer ou à pourvoir | 22 (| 2 072 106)(| 1 975 592)(| 2 169 784)(|
| Financement des investissements en cours | 23 | 598 151 | (8 865 858) | (10 247 578) |
| Investissement net dans les immobilisations et autres actifs | 24 | 145 841 167 | 168 272 877 | 173 880 599 |
| Gains (pertes) de réévaluation cumulés | 25 | | | |
| | 26 | 157 555 562 | 163 588 058 | 170 398 725 |
| | | | | 164 229 885 |

Extrait du rapport financier, pages S8, S15 et S23

**DÉTAIL DE L'EXCÉDENT DE FONCTIONNEMENT AFFECTÉ, DES RÉSERVES FINANCIÈRES
ET DES FONDS RÉSERVÉS CONSOLIDÉS
AU 31 DÉCEMBRE 2024**

| | | 2024 | 2023 |
|---|------|-----------|-----------|
| Excédent de fonctionnement affecté | | | |
| Administration municipale | | | |
| ▪ Activités d'investissement | 1.1 | 247 794 | 2 273 790 |
| ▪ Budget fonctionnement | 1.2 | 1 820 597 | 1 202 062 |
| | 2 | 2 068 391 | 3 475 852 |
| Organismes contrôlés et partenariats ¹ | 3 | 2 517 109 | 2 251 480 |
| | 4 | 4 585 500 | 5 727 332 |
| Réserves financières et fonds réservés | | | |
| Réserves financières - Administration municipale | | | |
| ▪ | 5.1 | | |
| Réserves financières - Organismes contrôlés et partenariats | 6 | | |
| Fonds réservés | | | |
| Fonds de roulement | | | |
| Administration municipale | 7 | 1 185 489 | 1 568 132 |
| Organismes contrôlés et partenariats | 8 | | |
| Soldes disponibles des règlements d'emprunt fermés | | | |
| Administration municipale | 9 | | |
| Organismes contrôlés et partenariats | 10 | | |
| Fonds local d'investissement | 11 | | |
| Fonds local de solidarité | 12 | | |
| Fonds réservé aux dépenses liées à la tenue d'une élection | 13 | 179 790 | 119 860 |
| Autres | | | |
| ▪ | 14.1 | | |
| | 15 | 1 365 279 | 1 687 992 |
| | 16 | 5 950 779 | 7 415 324 |

1. Les éliminations sont imputées aux organismes contrôlés et partenariats.

Extrait du rapport financier, page S23

SOMMAIRE DE L'ENDETTEMENT TOTAL NET À LONG TERME
AU 31 DÉCEMBRE 2024

| | | 2024 |
|---|---|-------------|
| Endettement net à long terme de l'administration municipale | 1 | 70 966 491 |
| Endettement total net à long terme (compte tenu de l'agglomération s'il y a lieu) | 2 | 78 909 043 |

Extrait des Autres renseignements financiers non audités, page S25

SOMMAIRE DE L'ANALYSE DE LA DETTE À LONG TERME CONSOLIDÉE
AU 31 DÉCEMBRE 2024

| | | 2024 | 2023 |
|---|----|------------------------|------------------------|
| | | Total consolidé | Total consolidé |
| Dette à long terme à la charge de l'organisme municipal | | | |
| Emprunts refinancés par anticipation | 3 | | |
| Excédent accumulé affecté au remboursement de la dette | 4 | | |
| Montant à la charge de l'ensemble des contribuables | 5 | 57 202 216 | 52 615 726 |
| Montant à la charge d'une partie des contribuables | 6 | 394 104 | 441 724 |
| Dette à long terme à la charge des tiers | | | |
| Gouvernement du Québec et ses entreprises | 7 | 7 961 726 | 7 166 423 |
| Gouvernement du Canada et ses entreprises | 8 | | |
| Autres | 9 | | |
| Dette en cours de refinancement / Reclassement / Redressement | 10 | | |
| | 11 | 65 558 046 | 60 223 873 |

Extrait des Autres renseignements financiers non audités, page S37

SOMMAIRE DES REVENUS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024

| | | Réalizations 2023 | Budget 2024 | Réalizations 2024 | |
|---|----|----------------------------------|----------------------------------|----------------------------------|------------------------|
| | | Administration municipale | Administration municipale | Administration municipale | Total consolidé |
| Fonctionnement | | | | | |
| Taxes | 12 | 53 230 764 | 55 105 940 | 55 180 261 | 55 180 261 |
| Compensations tenant lieu de taxes | 13 | 4 853 503 | 4 788 070 | 4 786 217 | 4 785 672 |
| Quotes-parts | 14 | | | | (13 075) |
| Transferts | 15 | 2 625 893 | 3 062 705 | 12 864 135 | 12 864 135 |
| Services rendus | 16 | 7 370 803 | 7 272 395 | 8 088 576 | 7 923 989 |
| Imposition de droits, amendes et pénalités, revenus de placements de portefeuille | 17 | 5 136 118 | 3 550 250 | 5 982 697 | 6 053 205 |
| Autres | 18 | 1 320 726 | 1 220 640 | 2 878 467 | 2 906 513 |
| | 19 | 74 537 807 | 75 000 000 | 89 780 353 | 89 700 700 |
| Investissement | | | | | |
| Taxes | 20 | 1 581 294 | 1 580 000 | 1 591 549 | 1 591 549 |
| Quotes-parts | 21 | | | | |
| Transferts | 22 | 4 989 726 | 8 317 610 | 4 749 942 | 4 749 942 |
| Autres | 23 | 422 315 | | 3 987 149 | 3 987 149 |
| | 24 | 6 993 335 | 9 897 610 | 10 328 640 | 10 328 640 |
| | 25 | 81 531 142 | 84 897 610 | 100 108 993 | 100 029 340 |

Extrait du rapport financier, page S12

SOMMAIRE DES CHARGES CONSOLIDÉES
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024

| | | Administration municipale | | | | Données consolidées | |
|---|----|-------------------------------------|-------------------------------------|--------------------------------|------------|---------------------|--------------|
| | | Budget 2024 | Réalizations 2024 | | | Réalizations | Réalizations |
| | | Sans ventilation de l'amortissement | Sans ventilation de l'amortissement | Ventilation de l'amortissement | Total | 2024 | 2023 |
| Administration générale | 1 | 9 114 090 | 8 411 265 | 358 108 | 8 769 373 | 8 769 373 | 8 026 627 |
| Sécurité publique | | | | | | | |
| Police | 2 | 5 252 730 | 5 273 750 | | 5 273 750 | 5 273 750 | 5 048 313 |
| Sécurité incendie | 3 | 7 678 360 | 7 631 380 | 577 887 | 8 209 267 | 8 209 267 | 8 154 393 |
| Autres | 4 | 254 070 | 254 302 | 4 170 | 258 472 | 258 472 | 336 268 |
| Transport | | | | | | | |
| Réseau routier | 5 | 8 239 020 | 7 654 933 | 3 613 425 | 11 268 358 | 11 268 358 | 11 905 261 |
| Transport collectif | 6 | 1 831 040 | 1 832 268 | 4 878 | 1 837 146 | 1 837 146 | 1 809 636 |
| Autres | 7 | | | | | | |
| Hygiène du milieu | | | | | | | |
| Eau et égout | 8 | 8 211 220 | 8 756 677 | 2 415 181 | 11 171 858 | 10 934 311 | 9 195 536 |
| Matières résiduelles | 9 | 4 289 420 | 4 313 092 | | 4 313 092 | 4 313 092 | 4 009 525 |
| Autres | 10 | 701 570 | 779 348 | 65 717 | 845 065 | 845 065 | 465 546 |
| Santé et bien-être | 11 | 250 800 | 180 161 | | 180 161 | 180 161 | 968 190 |
| Aménagement, urbanisme et développement | | | | | | | |
| Aménagement, urbanisme et zonage | 12 | 1 995 260 | 1 947 265 | 57 294 | 2 004 559 | 2 004 559 | 1 881 730 |
| Promotion et développement économique | 13 | 1 040 810 | 18 267 984 | 167 | 18 268 151 | 18 268 151 | 792 704 |
| Autres | 14 | 150 000 | 165 661 | 8 570 | 174 231 | 174 231 | 136 929 |
| Loisirs et culture | 15 | 16 763 010 | 16 831 013 | 2 448 642 | 19 279 655 | 19 279 655 | 17 317 601 |
| Réseau d'électricité | 16 | | | | | | |
| Frais de financement | 17 | 2 198 600 | 2 223 361 | | 2 223 361 | 2 244 909 | 1 813 560 |
| Effet net des opérations de restructuration | 18 | | | | | | |
| | 19 | 67 970 000 | 84 522 460 | 9 554 039 | 94 076 499 | 93 860 500 | 71 861 819 |
| Amortissement des immobilisations corporelles et des actifs incorporels achetés | 20 | 10 200 000 | 9 554 039 (| 9 554 039) | | | |
| | 21 | 78 170 000 | 94 076 499 | | 94 076 499 | 93 860 500 | 71 861 819 |

Extrait du rapport financier, page S28

SOMMAIRE DE L'EXCÉDENT (DÉFICIT) D'INVESTISSEMENT À DES FINS FISCALES CONSOLIDÉ
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024

| | | Réalizations 2023 | | Réalizations 2024 | |
|--|-----|---------------------------|---------------------------|--------------------------------------|------------------------------|
| | | Administration municipale | Administration municipale | Organismes contrôlés et partenariats | Total consolidé ¹ |
| Revenus d'investissement | 1 | 6 993 335 | 10 328 640 | | 10 328 640 |
| Éléments de conciliation à des fins fiscales | | | | | |
| Immobilisations corporelles et actifs incorporels achetés - Acquisition | 2 (| 26 099 416)(| 29 812 282)(| 1 819 794)(| 31 632 076) |
| Autres investissements - Émission ou acquisition | 3 (| 134 019)(| 7 784 113)(|) | 7 784 113) |
| Financement à long terme des activités d'investissement | 4 | 8 503 365 | 8 934 009 | 154 200 | 9 088 209 |
| Affectations | | | | | |
| Activités de fonctionnement | 5 | 2 897 431 | 2 013 867 | 167 907 | 2 181 774 |
| Excédent accumulé | 6 | 4 204 557 | 7 327 342 | 32 338 | 7 359 680 |
| | 7 | (10 628 082) | (19 321 177) | (1 465 349) | (20 786 526) |
| Excédent (déficit) d'investissement de l'exercice à des fins fiscales | 8 | (3 634 747) | (8 992 537) | (1 465 349) | (10 457 886) |

1. Le total consolidé exclut les opérations entre l'administration municipale et ses organismes contrôlés et partenariats.

Extrait du rapport financier, page S14